

**SOCIETE CENTRALE
D'HYPOTHEQUES ET
DE LOGEMENT**

**RAPPORT ANNUEL AU
MINISTRE DE LA RECONSTRUCTION
ET DES APPROVISIONNEMENTS**

POUR L'ANNEE 1947

CONSEIL D'ADMINISTRATION

D. B. MANSUR, C.B.E., *président*

MAJOR-GENERAL HUGH A. YOUNG, C.B., C.B.E.,
D.S.O., *vice-président*

W. C. CLARK, C.M.G., Ottawa, *membre du comité
de direction*

CHARLES GAUSIE, C.B.E., Ottawa

NOEL D. LAMBERT, C.B.E., Vancouver

W. A. MACKINTOSH, C.M.G., Kingston, *membre du
comité de direction*

MADAME MONICA McQUEEN, Winnipeg

J.-J. PERRAULT, Montréal

GEORGE A. SMITH, Halifax

G. F. TOWERS, C.M.G., Ottawa

Le 24 février 1948.

Très Honorable C. D. Howe, C.P.,
Ministre de la Reconstruction
et des Approvisionnements,
Ottawa, Ontario.

Monsieur le Ministre,

Au nom du Conseil d'administration de la Société centrale d'Hypothèques et de Logement, et conformément aux dispositions de la Loi sur la Société centrale d'Hypothèques et de Logement, je vous soumetts un rapport sur l'administration de la Société, au cours de l'année civile de 1947.

ACTIF

Les placements principaux de la Société consistent en prêts hypothécaires consentis sous le régime des Lois nationales sur l'Habitation. Au terme de l'année, les placements sous forme de prêts hypothécaires se chiffraient par \$42,741,619.41. L'achat des propriétés de Housing Enterprises of Canada Ltd. portent le chiffre total des placements en vertu des Lois nationales sur l'Habitation, à \$46,485,150.58. Les placements effectués par la Société sous forme de nouveaux prêts consentis en 1947, s'élèvent à \$26,476,118.34, et les remboursements de principal s'élèvent à \$2,594,431.19. Au cours de l'année, la Société a disposé de ses obligations du Dominion du Canada et elle a placé le montant de ces argents dans les prêts qu'elle a faits.

PASSIF

Les comptes courants réguliers d'opération dus en janvier 1948, ainsi que divers dépôts de garantie détenus au nom de Wartime Housing Limited constituent les comptes exigibles au terme de l'année. Les obligations, provenant du fonds de pension des employés de la Société, passèrent au cours de l'année, de \$10,026.42 à \$71,897.13. Au cours de 1947, les avances, qui se chiffraient par \$20,000,000.00 pour le financement des activités de la Société dans les prêts consentis, sous le régime de la Loi nationale sur l'Habitation, 1944, furent obtenues en vertu des dispositions de l'article 23 de la Loi sur la Société centrale d'Hypothèques et de Logement.

PROFITS ET PERTES

Le montant des revenus en excédent des dépenses, pour l'année, se chiffre par \$228,803.92, après avoir réservé un montant pour la dépréciation des meubles et équipement de la Société. Conformément à la Loi sur la Société centrale d'Hypothèques et de Logement, les profits nets de 1947 furent transportés aux fonds de réserve, qui s'élèvent maintenant à \$374,745.77.

ORGANISATION

Il y eut une expansion considérable de l'administration, au cours de l'année. Le 1er janvier 1947, la Société prenait charge des activités de construction de Wartime Housing Limited. De plus, elle se chargeait de l'administration de toutes les maisons parachevées de Wartime Housing. Il en résulta que la Société eut à administrer 25,437 habitations parachevées et 4,660 maisons en voie de construction. En septembre 1947, la Société assumait l'administration de Housing Enterprises of Canada Ltd. et de ses quarante et une compagnies subsidiaires. A ce moment-là, Housing Enterprises avait 1,925 maisons parachevées, et 1,388 en voie de construction.

Au cours de l'année, il y eut unification des diverses activités de la Société. Il n'y a plus maintenant qu'une seule organisation qui administre la majeure partie des activités du Dominion dans le domaine de l'habitation. L'organisation dans ce domaine est pratiquement complétée. En plus de ses fonctions administratives, la Société comprend maintenant trois Divisions principales, nommément de la construction, des prêts et des propriétés immobilières. Cinq bureaux régionaux et onze succursales dirigent les activités de la Société, dans tout le pays. L'administration des propriétés et la perception des loyers se font par l'entremise de treize bureaux de location de district, de soixante-dix-sept succursales de location et de quarante-trois banques qui ont accepté de percevoir les loyers.

PERSONNEL

Le 31 décembre 1947, le personnel de la Société comptait 1,172 membres. Pour l'entretien des propriétés et des maisons de personnel (staff houses), la Société embaucha aussi 551 ouvriers temporaires ou en chômage partiel.

Le 31 décembre 1946, le personnel de la Société comptait 308 employés. Au cours de l'année, l'on ajoutait à ce chiffre, 1,371 employés de Wartime Housing Limited, et 206 employés de Housing Enterprises of Canada Ltd., nous donnant un chiffre total de 1,885 employés, y compris les ouvriers temporaires ou en chômage partiel. L'amalgamation des bureaux et l'élimination du travail en double, nous ont permis de réduire le personnel à 1,725 employés. Il est à remarquer qu'en même temps que cette réduction se faisait, le nombre de maisons, sous notre administration grandissait toujours, et le nombre de prêts, en vertu de la Loi nationale sur l'Habitation, 1944, augmentait.

Le Comité tient à exprimer sa reconnaissance et ses remerciements aux employés de la Société, pour leur loyauté, leur travail et leur compétence.

LOIS NATIONALES SUR L'HABITATION

En 1947, le gouvernement canadien terminait sa douzième année dans le domaine des prêts consentis pour fins d'habitation. Les premières activités du gouvernement commencèrent avec la Loi fédérale sur l'Habitation de 1935, et se poursuivirent en vertu de la Loi nationale sur l'Habitation de 1938, et de la Loi nationale sur l'Habitation de 1944; toutes les activités actuelles se poursuivent sous le régime de cette dernière. Au cours de la période de douze mois, l'on a approuvé 42,772 prêts sous le régime de toutes les Lois sur l'Habitation, lesquels se chiffèrent par \$218.8 millions pour 54,459 unités familiales (voir tableau no 8).

Le nombre de prêts en vertu de la Loi nationale sur l'Habitation, qui furent approuvés en 1947, dépassèrent celui de l'année précédente. L'on remarque une variation considérable dans la distribution des prêts, par province, et par grande ville. (Voir tableaux no 1 et no 2). Il y eut une augmentation marquée dans la construction des maisons de un étage et demi. Le plan de plusieurs d'entre elles fut préparé de manière à pouvoir finir le deuxième étage, plus tard. Le tableau no 4 indique la distribution des prêts approuvés, au cours de 1947, suivant le genre de maisons. La majorité des prêts approuvés variait en moyenne de \$4,000 à \$5,499. La moyenne, par unité de logement s'élevait à \$4,869. Le tableau no 5 classe les prêts approuvés de 1947, suivant les montants. Au cours de l'année, l'on a maintenu un dossier des progrès réels dans la construction de résidences. Les tableaux no 1 et no 2 indiquent la distribution, par province, et par grande ville, des maisons en voie de construction et terminées sous le régime de la Loi nationale sur l'Habitation.

En 1947, l'on a apporté des modifications à la Loi nationale sur l'Habitation de 1944, lesquelles ont étendu la portée des activités.

Modifications apportées à la Loi nationale sur l'Habitation ainsi qu'aux règlements, en 1947.

Afin de venir en aide aux personnes dont le revenu est modéré ou inférieur, et afin de réduire le montant du versement initial, l'on a modifié la Loi afin d'accorder des prêts pour une période de trente ans, et dont le montant s'élève au maximum, à 95 pour-cent du premier \$3,000, 85 pour-cent du second \$3,000, et 70 pour-cent de la balance de la valeur d'emprunt. Cette augmentation du rapport entre le prêt et la valeur d'emprunt ne s'applique que dans les cas où le prix d'achat, que le propriétaire éventuel doit payer, est déterminé à l'avance et convenu avec la Société. Ces dispositions s'appliquent aux habitations construites en vertu du programme des logements intégrés. Lorsque le prix de vente n'est pas déterminé à l'avance, les prêts sont encore accordés, en général pour une période d'amortissement de vingt-cinq ans, et ils s'élèvent au maximum à 95 pour-cent du premier \$2,000, 85 pour-cent du second \$2,000, et 70 pour-cent de la balance de la valeur d'emprunt.

En vertu de l'Arrêté en conseil C.P. 4089 du 10 octobre 1947, le prêt maximum pour une habitation à famille unique, fut augmenté à \$8,500, alors qu'il se chiffrait par \$7,000. L'on a maintenu la limite de \$5,000 en vigueur, pour les habitations qui contiendront au plus, quatre pièces régulières.

Une modification apportée à la Loi stipule que le propriétaire, qui occupe une des unités d'un duplex, aurait droit au prêt plus élevé prévu par l'article de la Loi ayant trait au propriétaire. Dans le passé, les prêts accordés aux propriétaires, qui occupaient une des unités d'un duplex, se limitaient à 80 pour-cent de la valeur d'emprunt. Comme dans le cas des maisons simples, l'on a élevé le rapport entre le prêt et la valeur d'emprunt pour les duplex construits en vertu du programme de logements intégrés.

Afin d'encourager la construction de maisons à loyer, l'arrêté en conseil C.P. 1095 du 25 mars 1947, accorde une dépréciation pour une période de dix ans au double du taux qui est habituellement accordé pour les fins d'impôt sur le revenu. Cet encouragement s'applique aux projets d'habitations à loyer qui seraient construites entre le 31 mars 1947 et le 31 décembre 1949, à la condition que le genre d'habitation à loyer soit approuvé par la Société. Le taux normal de dépréciation sur les propriétés à loyer varie de 2 à 5 pour-cent, suivant le genre de structure, et dans le cas des installations à demeure, le taux varie de 5 à 10 pour-cent. Un projet d'habitations à loyer doit se conformer aux exigences suivantes pour bénéficier de la dépréciation double: (1) l'entreprise doit compter quatre unités de location ou plus; (2) le niveau de loyer ne doit pas dépasser \$70 par mois, pour une unité de quatre pièces régulières, munie de tous les services; cependant, les loyers des unités qui s'écartent de ce standard seront redressés en conséquence; (3) l'on doit accorder la préférence aux anciens combattants pour l'occupation des unités parachevées; (4) l'entreprise doit comporter au moins 1.75 chambres à coucher, par unité.

Les dispositions de l'article 14 de la Loi nationale sur l'Habitation prévoient des prêts pour venir en aide à la construction de maisons de ferme. Cet article fut proclamé par l'arrêté en conseil C.P. 2474 du 24 juin 1947. S'il n'y a aucune hypothèque ou charge sur la ferme, le montant du prêt est limité au moindre de ce qui suit: (a) \$5,000; (b) le coût de construction de la maison, ou (c) les deux-tiers de la valeur prisée de la ferme. S'il y a une hypothèque ou autre charge sur la ferme, le montant du prêt est limité au moindre des montants suivants: (a) \$8,000; (b) la somme du coût de construction de la maison et du montant nécessaire pour dégrever complètement la ferme, ou (c) les deux-tiers de la valeur prisée de la ferme.

Dans les modifications apportées à la Loi nationale sur l'Habitation, l'on a ajouté l'article 11 B, qui permet aux institutions prêteuses agréées, d'acquérir, d'améliorer et de vendre des terrains pour des fins résidentielles.

Une autre modification de la Loi autorise la Société à consentir des prêts directs aux propriétaires de maison, pour des fins de location,

ou pour la construction de maisons de ferme, lorsque la Société constate que les prêts conjoints, ne peuvent pas être accordés.

Prêts conjoints.

La Loi nationale sur l'Habitation stipule que la Société centrale d'Hypothèques et de Logement peut passer des contrats avec des institutions de prêts agréées dans le but de faire des prêts conjoints. L'institution prêteuse avance 75 pour-cent du prêt et la Société avance les autres 25 pour-cent. En vertu de certaines dispositions, l'on accorde certaines garanties aux institutions prêteuses, contre les pertes provenant de ces prêts conjoints.

A la fin de l'année, il y avait 67 prêts en défaut de trois mois ou plus, soit 0.28 pour-cent du nombre de prêts en instance. Les pertes nettes à date, que l'on a dû payer sous le régime des Lois sur l'Habitation se chiffraient par \$2,147.00.

Les obligations contingentes, en date du 31 décembre 1947, envers les institutions prêteuses au compte des prêts conjoints consentis en vertu de la Loi nationale sur l'Habitation, 1938, se chiffraient par \$4.6 millions et en vertu de la Loi nationale sur l'Habitation, 1944, se chiffraient par \$3.4 millions.

Au cours de l'année 1947, la Société s'est engagée dans des prêts conjoints pour le financement de 10,681 unités de logement. En 1946, l'on approuvait des prêts conjoints pour 8,377 unités et en 1945, 5,387 unités.

L'on a simplifié le programme de logements intégrés, au cours de 1947. Ce programme est toujours le facteur important qui permet de fournir aux anciens combattants, des maisons à prix modéré. La Société et le constructeur passent un contrat en vertu duquel le constructeur convient de construire des maisons, dont le prix de vente est déterminé à l'avance. Ces maisons sont réservées aux anciens combattants. La Société accorde une priorité pour les matériaux et elle s'engage à acheter toute maison qui n'est pas vendue. Au cours de l'année, l'on a passé des contrats avec trois cents constructeurs pour 5,267 unités d'habitation, comparativement aux contrats de logements intégrés qui représentaient 2,651 unités d'habitation pour 1946. De ce chiffre, 6,953 étaient en voie de construction ou parachevées au terme de 1947 (voir tableau no 3). Le prix moyen que l'ancien combattant dut payer pour une telle maison, était approximativement 18 pour-cent moins élevé que le prix des autres maisons.

Il y a deux catégories de prêts conjoints, nommément les prêts conjoints pour les propriétaires et les prêts conjoints pour fins de location. Voici un résumé des activités dans ces deux domaines.

a.—Prêts conjoints nets approuvés pour les propriétaires
(Voir tableau no 3)

(1) Aux propriétaires. Au cours de 1946 et 1947, les prêts s'élevaient à 2,517 et 1,584 représentant \$11.2 millions et \$7.9 millions, soit un prêt moyen de \$4,457 et \$5,003, par unité, respectivement.

(2) Programme de logements intégrés. Le nombre d'unités en vertu de ce programme, s'élevait en 1946 et 1947 à 2,651 et 5,267, représentant \$11.8 millions et \$25.9 millions, soit un prêt moyen de \$4,456 et \$4,927 par unité, respectivement.

(3) Aux constructeurs, lorsque le prix de vente n'est pas déterminé à l'avance. Au cours de 1946 et 1947, le nombre de prêts s'élevait à 2,169 et 2,280, représentant \$10.3 millions et \$11.7 millions, soit un prêt moyen de \$4,755 et \$5,146 par unité, respectivement.

(4) Aux coopératives. Aucune demande formelle.

Remarque: Les chiffres ci-haut comprennent 617 unités de logement pour la location.

b.—Prêts conjoints nets approuvés pour les unités de location
(Voir tableau no 3(b)).

(1) Prêts aux propriétaires d'unités de location. Au cours de 1946 et 1947, le nombre d'unités d'habitation s'élevait à 906 et 1,406, représentant \$3.9 millions et \$5.9 millions; le prêt moyen par unité étant \$4,292 et \$4,174, respectivement.

(2) Prêts aux constructeurs, pour la vente. Au cours de 1946 et 1947, le nombre d'unités d'habitation s'élevait à 107 et 144, représentant \$0.4 million et \$0.6 million. Le prêt moyen, par unité de logement, s'élève à \$3,763 et \$4,442, respectivement.

Prêts directs (Article 31A).

Afin d'assurer que toutes les parties du Canada puissent jouir des facilités de la Loi nationale sur l'Habitation, 1944, dans leur pleine mesure, un nouvel article (31 A) entré en vigueur le 27 juin 1947. La Société peut faire des prêts directs, si, à son avis, les emprunteurs ne peuvent obtenir de prêts conjoints. Les termes et les conditions des prêts directs sont semblables à ceux des prêts conjoints. Au cours de 1947, soixante-treize prêts directs ont été approuvés, représentant \$326,120.00, garantis par soixante-treize unités de logement. (Voir tableau no 3 (c)).

Prêts aux compagnies à dividende limité.

L'article 9 de la Loi prévoit des prêts aux compagnies à dividende limité pour la construction d'habitations à bas loyer. Au cours de l'année, un projet fut approuvé au montant de \$261,990, pour la

construction de 50 unités. De plus, l'on accorda une augmentation de \$137,520 pour 25 unités supplémentaires, à un projet approuvé en 1946. (Voir tableau no 3 (b)). Le très haut coût des matériaux de construction entrava le développement des habitations à bas loyer. Les autres pays ont subi cette même expérience. Au cours de 1946, un assez grand nombre de prêts, en vertu de l'article 9 ont été consentis aux subsidiaires de Housing Enterprises of Canada Ltd., dont les activités furent suspendues en 1947, tel qu'il est mentionné ailleurs dans le présent rapport.

Prêts aux emprunteurs se livrant à l'exploitation minière et forestière, au commerce de bois et à l'industrie de la pêche.

Au cours de 1947, six prêts furent approuvés en vertu du présent article, représentant \$390,600 et se rapportant à 105 unités (Voir tableau no 3 (b)). Trois des prêts furent faits en Colombie-Britannique, deux dans la province de Québec et un dans le Nouveau-Brunswick. Trois des prêts furent accordés à des compagnies de commerce et d'exploitation du bois et les trois autres furent accordés à des compagnies d'exploitation de mines d'or.

Garanties aux compagnies d'assurance-vie pour les projets approuvés d'habitations à loyer.

Les mêmes raisons, qui ont retardé le progrès dans la construction des habitations à bas loyer par les compagnies à dividende limité, ont empêché les compagnies d'assurance-vie de construire des unités d'habitation à loyer, en vertu du présent article de la Loi. Des dispositions ont été prises afin d'autoriser des garanties aux compagnies d'assurance-vie, qui placent leur capital dans les projets d'habitation à loyer, lesquels leur accorderont un revenu minimum de 2½ pour-cent de leur placement. L'on n'a reçu aucune demande pour la construction de projets au cours de 1947.

Développement et aménagement des terrains.

L'on a déjà référé à la modification apportée en 1947, à la Loi nationale sur l'Habitation, 1944, en vertu de laquelle l'on autorisa les institutions prêteuses à acquérir, développer et vendre des lots pour la construction d'habitations. En vertu du présent article, la Société garantit à l'institution prêteuse, le montant de son placement et des recettes de 2 pour-cent, par année. Au terme de l'année, on avait approuvé quatre projets pour l'aménagement de terrains; les projets furent mis à exécution et le travail commença. Un des projets est situé en Québec, deux en Ontario et un, au Manitoba. Les quatre entreprises comportent 210.6 acres et l'on projette d'aménager 894 lots. (Voir tableau no 6). Il y a d'autres projets d'aménagement de terrains à l'étude en ce moment. Les projets, qui ont été entrepris, démontrent ce que l'on peut faire pour un meilleur aménagement des collectivités, au moyen de ce genre de développement. A mesure que l'on se familiarise avec ce mode d'aménagement et que les institutions

prêteuses acquièrent de l'expérience, nous espérons qu'il en résultera un plus grand nombre de terrains ainsi aménagés. Les démarches en vue du développement et de l'aménagement des terrains en sont à divers stades, et l'on s'efforce d'encourager le plus possible ces entreprises. Nous avons remarqué que le prix de vente final des lots ainsi aménagés est généralement inférieur au prix des autres lots de grandeur et d'emplacement semblables.

Octrois pour les projets d'abolissement des taudis.

Étant donné que l'on doit faire usage de tous les logements disponibles en ce moment, aucune mesure n'a été prise pour encourager l'abolissement des taudis en 1947.

Habitation rurale.

L'article 14, qui prévoit des prêts pour venir en aide à la construction des maisons de ferme, fut promulgué en juin 1947. À la suite de la proclamation de cet article, l'on a établi une procédure en vertu de laquelle on accepte et examine des demandes de prêts de ferme. L'on étudie les demandes provenant de toutes les parties du pays à l'exception de la Saskatchewan et des fermes au Manitoba et en Alberta où l'on se livre particulièrement à la culture du grain. L'on a fait des réserves pour deux raisons. L'on ne consentira à aucun prêt de ferme dans la province de la Saskatchewan, avant que l'on ait déterminé la validité de la Saskatchewan Farm Security Act et de son application à la Loi nationale sur l'Habitation. La Société n'est pas prête à consentir des prêts sur les fermes réservées principalement à la culture du grain, avant que l'on ait pu conclure des ententes satisfaisantes avec chacun des gouvernements des provinces des Prairies, afin de permettre l'usage d'un mode flexible de paiement dans le remboursement des prêts par le cultivateur. Antérieurement à la proclamation de l'article 14, on a tenté d'en venir à une entente satisfaisante avec les institutions prêteuses, dans le but de consentir des prêts conjoints sur les fermes. Ces institutions prêteuses semblaient intéressées à consentir des prêts, suivant les dispositions de cet article de la Loi. Cependant, l'on nous a avertis que les compagnies n'étaient pas prêtes à passer un contrat qui contiendrait certaines clauses que la Société jugeait nécessaires. Pour le moment du moins, tous les prêts de ferme consentis en vertu de la Loi nationale sur l'Habitation, 1944, seront des prêts directs par la Société. Personne n'a fait de demande de prêts de ferme, au cours de 1947.

L'article 15 de la Loi autorise la Société à passer des contrats avec les fabricants d'appareils de plomberie ou de chauffage ou d'autres parties constituantes de maisons pour la production d'essais desdits appareils ou parties constituantes, conformément à des types qui peuvent être fabriqués ou produits à bon marché. L'article autorise de plus, la Société à passer des contrats avec des fabricants, en vue de garantir la vente à un prix convenu, des appareils de plomberie

ou de chauffage ou des autres parties constituantes pour être installés dans des maisons rurales. En raison de la pénurie des matériaux de construction, qui s'est continuée, au cours de 1947, et tout particulièrement des appareils de plomberie ou de chauffage, aucune mesure n'a été prise dans le but d'encourager des entreprises spécifiques, en vertu de cet article. Lorsqu'il y aura une plus grande provision de ce genre de matériaux, l'on peut croire que cet article aura une valeur particulière, en encourageant un programme de modernisation de la maison de ferme.

Housing Enterprises of Canada Ltd.

Dès le début de 1947, il devint évident que Housing Enterprises of Canada Ltd. ne pouvait pas produire un genre de maisons qui seraient désirables au coût projeté. Il fut décidé que l'on n'approuverait aucun projet en 1947, et que les activités de la compagnie seraient limitées à parachever les entreprises déjà en voie de construction. En août 1947, les représentants des Compagnies d'assurance-vie qui étaient propriétaires de Housing Enterprises of Canada Ltd., et ses compagnies subsidiaires faisaient des démarches auprès du gouvernement et demandaient que la Société prit contrôle des compagnies. Le gouvernement jugea bon d'acquiescer à cette demande et que la Société devrait prendre le contrôle des compagnies. Le 4 septembre 1947, tout le capital en instance fut transféré à la Société pour \$750. La Société avança la somme de \$3,742,781.17 afin de racheter les débetures en instance de la compagnie parente, lesquelles étaient garanties par la Société. L'on continua la construction au moyen d'avances sur mort-gage, et le 31 décembre 1947, ces avances se chiffraient par \$18,642,160.67. L'on commença la liquidation de la compagnie parente et de ses subsidiaires, et les chartes seront abandonnées. Les droits de propriété des 32 projets d'habitation à loyer seront transférés à la Société et les avances sur mort-gage seront liquidées. Des 3,313 unités de location, 2,847 avaient été parachevées et louées en date du 31 décembre 1947. L'on compte que toutes les maisons seront prêtes vers le début de 1948.

Prêts pour amélioration de maisons et prêts pour agrandissement de maisons.

La partie IV de la Loi nationale sur l'Habitation, 1944, garantit les prêts pour amélioration de maisons ou pour agrandissement de maisons. L'article sur les prêts pour agrandissement de maisons fut proclamé le 1er avril 1946. Au cours de 1947, douze prêts au montant de \$33,275 étaient approuvés pour la création de dix-sept nouvelles unités de logement. Le nombre total de prêts approuvés, en vertu de cet article, en date du 31 décembre 1947, s'élevait à 37 pour 65 unités et représentait un montant de \$109,590. (Voir tableau no 7).

La proclamation de l'article ayant trait aux prêts pour amélioration de maisons a été portée à une date ultérieure. En 1947, l'on jugea

opportun de ne pas encourager, pour l'amélioration de maisons, l'usage des matériaux de construction rares, et qui seraient requis pour les nouvelles unités de logement.

Recherches sur le logement et l'aménagement des collectivités.

La partie V de la Loi nationale sur l'Habitation, 1944, arrête des dispositions pour les recherches sur le logement. Cette partie s'applique au domaine des recherches économiques, statistiques et sociologiques et aux recherches connexes, aux recherches techniques et aux enquêtes en matière d'architecture. Les études et les demandes de renseignements dans le domaine de l'aménagement des collectivités et de tout travail éducationnel s'y rapportant, sont l'objet principal de l'entreprise destinée à améliorer les conditions de vie du public canadien.

1.—RECHERCHES ÉCONOMIQUES ET RECHERCHES CONNEXES.

Ce genre de recherches comporte la levée et l'interprétation des faits. La Société, de son propre chef et conjointement avec les ministères du gouvernement et les autres organisations, se livre activement à remédier à la lacune qui existait, dans ce domaine. Il existe des projets d'étude conjoints avec le Bureau national des statistiques, en ce qui concerne le nombre d'unités d'habitations qui ont été réellement construites au Canada, sur le nombre de maisons en voie de construction à certaines dates, et sur les autres conditions d'habitation. La Société est à examiner les coûts de la construction, les tendances dans la construction des résidences, les approvisionnements de matériaux de construction et la disponibilité de la main-d'œuvre de construction. En vertu de l'article 27 de la Loi sur la Société centrale d'Hypothèques et de Logement, la Société mène des recherches sur le volume et les conditions de prêts hypothécaires. L'on publie régulièrement dans un périodique trimestriel, intitulé "Housing in Canada", des faits pertinents à l'habitation, au Canada. Pour compléter les enquêtes dans le domaine domestique, l'on a entrepris des études à l'étranger, au sujet des divers aspects économiques sur l'habitation. Les résultats sont publiés dans un périodique trimestriel, intitulé "Housing Progress Abroad". L'on accorde une aide financière aux universités, pour l'examen des conditions locales de l'habitation. Les dépenses pour les recherches économiques et les recherches connexes de l'année 1947 se chiffrent par \$125,978.

2.—RECHERCHES TECHNIQUES.

Les recherches techniques comprennent les enquêtes des procédés destinés à augmenter l'efficacité et l'économie des méthodes de construction. Suivant une entente avec le Conseil national des Recherches, la Division des Recherches en matière de construction—

Bureau nouvellement formé—a entrepris la plus importante partie des recherches techniques et expérimentales, lequel travail est nécessaire dans le but d'établir si telle méthode de construction est applicable, au Canada. La Société n'a fait aucune dépense à cette fin, au cours de l'année.

3.—RECHERCHES ARCHITECTURALES.

Habitation urbaine.

La Société a continué ses activités, au cours de l'année, en faisant préparer de nouveaux plans et modèles, pour la construction de maisons de coût modéré et de coût peu élevé. L'on entama des négociations avec la Royal Architectural Institute of Canada, dans le but d'organiser un centre des préparations de plans. De plus, l'on a chargé certains architectes de préparer des plans. Un nombre de modèles ont été terminés, et l'on peut se procurer des épures à un coût nominal.

Habitation rurale.

L'on a entamé des discussions avec toutes les provinces, en ce qui concerne l'organisation de projets de recherches sur l'habitation de ferme, en 1947. Il s'ensuivit que le Prairie Rural Housing Committee fut établi; il comprend des représentants des trois gouvernements provinciaux des Prairies, du ministère fédéral de l'Agriculture et de la Société. L'on a organisé des projets spécifiques de recherches. Un Comité semblable fut formé en Colombie-Britannique, lequel est connu, sous le nom de British Columbia Rural Housing Committee. Des octrois furent accordés pour venir en aide aux Comités, à la condition que les gouvernements intéressés payent 45 pour-cent du coût, et la Société, la balance de 55 pour-cent.

L'on a invité tous les gouvernements provinciaux à collaborer avec la Société dans la proposition d'un concours pour une meilleure maison de ferme. Un octroi de \$400 en argent, comme prix, fut approuvé pour chacune des provinces, à la condition que la province prenne la responsabilité de diriger le concours. Le concours consisterait en une variété de questions, en ce qui concerne le modèle, le plan et l'aménagement d'une maison de ferme; l'on demanderait aux groupes organisés de fermières dans diverses localités de répondre aux questions. Huit des provinces ont accepté de prendre part au concours.

Les dépenses encourues en 1947, pour les enquêtes dans le domaine de l'architecture, se chiffraient par \$76,639.

4.—AMÉNAGEMENT DES COLLECTIVITÉS.

Afin d'étendre les connaissances sur l'aménagement des collectivités, l'on accorda, en 1947, une aide financière pour ces diverses études, aux universités et aux ministères du gouvernement. L'on entreprit des études pour analyser la législation déjà en vigueur, et les méthodes à suivre dans la préparation et la mise en oeuvre des plans par les autorités municipales et autres. Des bourses furent offertes pour le travail post-scolaire, en ce qui concerne l'intégration des aspects économique, social et architectural de l'aménagement des collectivités. Un projet de photographie aérienne pour cartographie expérimentale fut mis à exécution et il servira de base dans la préparation de cartes pour l'aménagement des petits centres. Une aide financière fut accordée à la Community Planning Association of Canada, une organisation privée destinée à renseigner le public sur l'aménagement des collectivités et à encourager le public canadien à y prendre part. Les dépenses pour l'aménagement des collectivités et les activités connexes se chiffraient par \$122,383, y compris les dépenses encourues, pour une étude sur l'emploi des terrains, laquelle a été entreprise de pair avec le recensement de 1946 dans les Prairies.

5.—TRAVAIL ÉDUCATIONNEL.

Au cours de 1947, la Société continua de donner son appui, au programme sur l'habitation et l'aménagement des collectivités, au moyen de ses services d'information et d'éducation. L'exhibit de la Société, à l'Exhibition nationale du Canada attira environ 250,000 personnes. L'on a produit un film sur l'aménagement des collectivités, au Canada. Un autre film, photographié à pied d'oeuvre, représente les méthodes de préfabrication qui ont été utilisées efficacement dans une grande entreprise, à Moncton. La distribution de ces films se fait par l'entremise des cinémathèques de la Société nationale du Film, dont la Société est membre de soutien.

Pour ce qui a trait à la matière imprimée, l'on publia la brochure "67 Homes for Canadians", qui est une nouvelle publication des modèles de petites maisons et dans laquelle sont inclus les modèles gagnants du concours de 1946 "Canadian Small House Competition of 1946". Ce livre fut publié pour être mis en vente, vers le début de l'année. Les brochures déjà existantes furent révisées, et au besoin, l'on en rédigea de nouvelles. Les dépenses dans ce domaine se chiffraient par \$41,427.

Au cours de l'année, les dépenses pour les recherches sur le logement et l'aménagement des collectivités se chiffraient par \$366,427. De ce montant, la Société dépensa elle-même \$233,674. La balance représente les octrois aux autres ministères du gouvernement ainsi qu'aux institutions. (Voir tableau 9).

CONSTRUCTION

A compter du premier jour de l'année, en vertu d'un contrat avec le Ministre de la Reconstruction et des Approvisionnements, la Société assumait l'administration et la régie de toutes les entreprises d'habitation parachevées, qui relevaient alors de Wartime Housing Limited. La Société entreprit de gérer et de louer les propriétés ainsi que de les offrir en vente et de plus, elle assumait la responsabilité de surveiller les activités de Wartime Housing Limited. Ainsi, les deux plus grands organismes du gouvernement dans le domaine de l'habitation, se trouvaient réunis sous une seule autorité; leur politique fut coordonnée et leurs fonctions intégrées. Déjà, à la suite de cette unification, l'on a réalisé des économies substantielles dans le coût d'administration.

Wartime Housing Limited agit comme l'unité de la Société se spécialisant dans la construction. Cet organisme reçoit les avances du gouvernement, passe des contrats avec les entrepreneurs, signe des ententes avec les municipalités, et fait des paiements pour le travail accompli. Depuis le début de ce programme, 31,192 unités de logement ont été construites. (Voir tableau 16). Lorsque les unités sont prêtes à être occupées, la régie et l'administration de ces unités sont dévolues à la Société.

Au cours de 1947, Wartime Housing Limited compléta 5,421 unités d'habitation dont la Société prit charge afin de les louer aux anciens combattants. Au cours de l'année, l'on commença la construction de 6,724 unités. Au terme de l'année, 5,354 unités étaient en voie de construction et devaient être parachevées au cours des premiers mois de 1948. Le report dépasse celui de 1946, consistant en 4,051 unités, principalement à cause du printemps tardif que l'on eut en 1947. En plus des 5,354 unités en voie de construction à la fin de 1947, des ententes étaient conclues avec les municipalités pour 1,132 unités; toutefois, la construction n'était pas encore commencée. Des statistiques détaillées au sujet des unités de Wartime Housing Limited et de l'administration des unités parachevées sont annexées au présent rapport. (Voir tableaux no 10 et no 11).

Le programme de location de 1947 fut terminé le 1er juillet 1947, conformément au pré-avis de deux mois qui avait été signifié. Le 10 octobre 1947, le Ministre de la Reconstruction et des Approvisionnements annonçait un nouveau programme de location pour 1948, dont l'objectif était fixé à 12,000 unités. A ce moment, l'on fit parvenir aux municipalités du Canada, les détails au sujet du nouveau programme de location de 1948. Le nouveau programme diffère de celui de 1947, en ce que des versements plus élevés, à titre de taxes seront payés aux municipalités et le genre des maisons qui seront construites ressemblera davantage au développement urbain, au Canada.

D'après le nouveau contrat, la municipalité fournirait le terrain et les services pour une valeur de \$600 par unité et la Société financerait le coût de la construction. Si la valeur du terrain et des services dépasse \$600, la Société financerait cet excédent et le capitaliserait dans le coût de la construction. Le paiement à titre de taxes serait \$70, \$75 et \$80 par année, pour les maisons de quatre, cinq et six pièces. Le loyer mensuel varierait de \$27.00 à \$37.50, par maison. Conformément au contrat, le montant de la participation du Dominion sera égal à celui de la participation de la municipalité et le montant net en excédent de sa participation sera inscrit au taux d'intérêt de 2½ pour-cent par année. En cas de vente, la municipalité et le Dominion se partagent également le montant du prix de vente en excédent du principal placé.

Les municipalités ont démontré quelque intérêt dans le programme de 1948, et au terme de l'année, l'on avait entrepris des négociations pour la construction de plus de 8,000 unités. Il est quelque peu difficile de conclure des ententes, en raison de la rareté des terrains munis de services et parce que les coûts élevés ne permettent pas facilement d'accorder des loyers variant de \$27.00 à \$37.50, par maison.

ADMINISTRATION DES PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES

Lorsque la Société assumait l'administration des unités de Wartime Housing Limited et de Housing Enterprises, l'unification de ces administrations s'imposait, et l'on constitua la Division des propriétés immobilières.

Service d'administration des propriétés.

Le 31 décembre 1947, ce service gérait 35,039 unités d'habitation réparties comme suit: 30,109 maisons d'ouvriers d'usine de guerre et d'anciens combattants, 2,079 unités en vertu du programme de transformation de maisons et 2,851 unités de Housing Enterprises.

Distribution par province:

Provinces	W.H.L., maisons pour ouvriers aux munitions et anciens combattants	Programme de conversion des maisons	Housing Enterprises	Total
Maritimes.....	3,427	—	106	3,533
Québec.....	3,801	577	488	4,866
Ontario.....	14,185	460	1,412	16,057
Prairies.....	4,577	233	307	5,117
Col.-Britannique..	4,119	809	538	5,466
Total.....	30,109	2,079	2,851	35,039

Les anciens combattants de la deuxième guerre mondiale sont locataires de 22,506 de ces logements et les ouvriers autrefois employés aux munitions étaient locataires de 10,613 logements. Il y avait 141 vacances, y compris 99 à Pictou, N.-É., et 28 à Prince-Rupert, C.-B.

A mesure qu'il y a des vacances, tous les logements sont accordés aux anciens combattants qui en font la demande. Chaque demande reçoit des points de priorité, lesquels sont basés sur la durée de son service dans les forces armées, la durée de son service outre-mer, son incapacité et le nombre d'enfants et de dépendants. La préférence est accordée aux anciens combattants, qui ont le plus haut nombre de points, à condition que l'on soit raisonnablement assuré qu'il puisse payer le loyer.

A la fin de 1947, 48,353 demandes avaient été déposées pour les unités à loyer. Il n'y a que quelques régions où l'on accorde des points de priorité qui permettent à un ancien combattant avec moins de deux enfants, d'occuper un logement.

Une analyse détaillée des dépenses administratives pour les entreprises d'habitation de Wartime Housing Limited est annexée au présent rapport. (Voir tableaux no 14 et no 15).

Protection contre le feu.

La Société continue ses activités dans le domaine de la protection contre le feu. Au cours de 1947, les pertes totales par le feu ne s'élevaient qu'à \$4,770. Cet excellent résultat est dû en grande partie à la collaboration des locataires.

Ventes.

A la suite de plusieurs demandes présentées par les locataires désireux d'acheter des maisons, l'on a entrepris un programme de vente des unités de location, vers la fin de 1946. Le succès de ce programme dépendra d'une entente à être conclue avec les municipalités intéressées. Le prix de ces unités est tel qu'après avoir fait le paiement initial minimum de 10 pour-cent, les versements mensuels comprenant le principal, taxes et assurances, correspondraient approximativement au loyer actuel. La Société n'a pas l'intention de priver les locataires de leur gîte, s'ils sont dans l'impossibilité d'acheter ou s'ils ne veulent ou ne peuvent pas acheter. Leurs maisons ne seront vendues que si un logement comparable pourrait leur être offert en échange. Au cours de 1947, des ententes ont été conclues avec les municipalités, de sorte que 6,037 unités seraient disponibles pour être vendues. Des ventes individuelles s'élevèrent à 1,505 unités, et de plus, 418 unités ont été vendues en bloc. (Voir tableaux no 12 et no 13).

Originellement les maisons des ouvriers employés aux munitions n'avaient pas de fondations permanentes et les cheminées n'étaient que temporaires. Lorsque des maisons de ce genre seront vendues, l'on se propose d'installer une fondation permanente et des cheminées en brique.

LOGEMENT D'URGENCE

Dans l'administration des règlements sur les logements d'urgence, la Société a continué de venir en aide aux municipalités et aux universités, afin de fournir des logements d'urgence aux familles. En général, cette aide consiste à offrir des édifices de surplus qui sont la propriété de la Couronne à un loyer nominal et en accordant des octrois pour le coût initial de la transformation. Au terme de 1947, 9,618 unités étaient parachevées ou devaient l'être, sous peu. De ce nombre, 3,751 furent parachevées en 1947 et 548 étaient en voie de construction, au terme de l'année. Un nombre d'unités d'urgence ont été fournies aux universités, dont 1,439 sont occupées par des étudiants, qui sont d'anciens combattants mariés.

Des édifices dont le coût original s'éleva à plus de neuf millions et demi de dollars ont été loués aux municipalités et aux universités, pour en faire des logements d'urgence. En ce moment, il reste très peu d'édifices, qui pourraient être utilisés à cette fin, et il est plus probable que le nombre des unités créées en 1948 sera grandement réduit. Les engagements financiers sous forme d'octrois pour les logements d'urgence se chiffrent maintenant par \$4,096,530 dont \$2,044,368 furent passés en 1947. (Voir tableau no 17).

PROGRAMME DE TRANSFORMATION DE MAISONS

Le 1er janvier 1947, la Société administrait 258 propriétés qui avaient été transformées en vertu de ce programme. Aucune nouvelle unité ne fut créée en 1947, en raison des coûts élevés de transformation permanente et du manque de résidence pouvant s'adapter à ce genre de transformation. Six propriétés ont été remises aux propriétaires, au cours de 1947, conformément aux dispositions permettant aux propriétaires des maisons transformées d'acquiescer les intérêts de Sa Majesté, découlant de la tenure par bail, en payant les recettes nettes de loyer que Sa Majesté anticipait. Ceci réduisit le nombre de propriétés administrées le 31 décembre 1947 à 252, représentant 2,079 unités de logements familiaux.

RECUPERATION DES MATERIAUX

La Société continua, en collaboration avec la Corporation des Biens de Guerre, le programme de récupération des matériaux de construction provenant des édifices de surplus. En plus du programme de 1946, l'on entreprit en 1947, seize nouveaux projets de démolition

comprenant 1,226 édifices. Au cours de l'année, de grandes quantités de matériaux de construction ont été mis à la disposition des projets d'habitations prioritaires. L'on a récupéré vingt-six millions pieds-planches de bois de construction, trois millions pieds carrés de planche murale et 150,000 livres de clous, ainsi qu'une grande quantité d'outillage de plomberie et d'accessoires électriques.

Le programme de démolition vint en aide à environ 10,000 unités d'habitations prioritaires. De plus, ce qui est resté des matériaux de construction provenant des projets de récupération, fut passé sur le marché ouvert, afin de remédier à la pénurie générale de matériaux de construction.

Vers la fin de l'année, les approvisionnements de matériaux de construction s'améliorèrent remarquablement, et en conséquence, il fut convenu avec la Corporation des Biens de Guerre, que le programme de démolition prendrait fin.

PRIORITÉS

Au cours de 1947, l'on a maintenu un rapport étroit avec le Préposé aux priorités du ministère de la Reconstruction et des Approvisionnements, tant pour l'émission de priorités pour les matériaux de construction que pour l'approvisionnement de ces matériaux. Au cours de la guerre, les priorités s'appliquaient à toute espèce de matériaux de construction ainsi qu'aux autres genres d'habitations au compte du gouvernement. La Société recommandait des priorités pour 16,607 habitations résidentielles, y compris Wartime Housing Limited, Housing Enterprises, Integrated Housing, les industries de base dans les endroits éloignés, les maisons à prix déterminé, destinées aux anciens combattants, les habitations intégrées à loyer, et les quartiers réservés aux membres mariés des forces armées. En plus, l'on accorda des priorités à 10,345 anciens combattants.

Double dépréciation sur les logements à loyer.

Les demandes de double dépréciation en vertu de la Loi de l'Impôt de Guerre sur le revenu, à l'égard des projets d'habitations à loyer furent approuvées pour 370 unités, représentant une dépense totale de 2.5 millions de dollars, de juin à décembre 1947. (Voir tableau no 18).

GENERALITÉS

En 1947, il se fit au Canada, plus de construction résidentielle, que jamais auparavant. Les estimés préliminaires indiquent qu'au moins 77,000 unités furent parachevées. Au cours de l'année, la Société a maintenu soigneusement des registres des unités parachevées, dans 122 municipalités dont la population dépasse 5,000. Dans les plus grandes municipalités, il y avait 44,827 unités commencées antérieurement, 44,453 unités parachevées; la construction inachevée ou le report, à la fin de l'année, s'élevait à 28,963 unités. De plus, il y eut quelque 5,000 ou 6,000 transformations sous forme d'unités de logements d'urgence et de maisons transformées en plusieurs unités. En

tout, les unités parachevées dans les grands centres urbains se chiffraient approximativement par 50,000 unités. L'on remarqua qu'il se fit comparativement beaucoup plus de construction dans les quatre provinces de l'Ouest que dans l'Est du Canada, si l'on s'en tient à la population, au nombre de familles et autres facteurs. Le volume de constructions résidentielles dans les grands centres urbains des quatre provinces de l'Ouest fut 70 pour-cent plus élevé que dans le reste du pays.

En 1947, pour la première fois depuis le début de la guerre, le volume des nouvelles constructions résidentielles dépassa le volume net de la formation de familles, c'est-à-dire le nombre de nouvelles familles formées moins le nombre de familles dissoutes, avec un écart pour l'immigration. Le nombre des nouvelles familles formées s'élevèrent à environ 64,000; ainsi à peu près 13,000 unités d'habitation construites en 1947, servirent à réduire le surpeuplement des logements.

Au cours de l'année, l'indice des matériaux et de la main-d'oeuvre pour la construction augmenta de 18 pour-cent, élevant ainsi le niveau à 178, de la période de base, 1935 à 1939. Au cours des dernières années, les coûts réels de construction ont été bien plus élevés que l'indice ne l'indique, en raison de la diminution dans la production comparativement à la période d'avant-guerre. La pénurie de matériaux et l'adjonction de main-d'oeuvre non spécialisée sont les causes principales de cette différence. Cette différence en 1946, révéla une variation de 10 à 25 pour-cent. En 1947, l'on remarqua que la différence entre le coût de construction et l'indice était moindre. Une étude de maisons comparables qui ont été construites pour la vente, indiquait que la période de construction de onze mois, en 1946, fut réduite à huit mois, en 1947. En comparaison, l'on avait une période de parachèvement de cinq mois, pour les petites résidences, au cours de la période d'avant-guerre. La construction plus rapide résulte du fait que les matériaux de construction sont produits et livrés plus rapidement, et a, en quelque sorte, contre-balancé l'augmentation générale des coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux.

Le printemps tardif de 1947 diminua la construction, au cours de la première moitié de l'année. Par contre, la construction commencée, au cours de la seconde moitié fut plus considérable que l'on anticipait. L'augmentation soudaine des coûts de construction qui surgit, au cours des derniers trois mois de l'année, n'a pas réduit le nombre anticipé de nouvelles constructions.

Au cours de l'année, la Société n'a pas augmenté le niveau général des valeurs d'emprunt sur lesquelles les prêts sont basés. L'on a fait quelque redressement dans certaines régions, mais l'augmentation correspondant à l'augmentation du coût de construction, ne fut pas accordée. Nous jugeons qu'une proportion des coûts d'aujourd'hui ne devaient pas être capitalisés dans une dette à longue échéance. Les coûts plus élevés ont amené un versement initial plus élevé de la part du propriétaire éventuel. Cette augmentation du versement

initial a quelque peu éprouvé les anciens combattants qui, dans plusieurs cas, ont utilisé leurs crédits et leurs bonis, pour d'autres fins. Bien que la Société n'ait pas augmenté le niveau des valeurs d'emprunt, les contrats de la Loi nationale sur l'Habitation, 1944, furent modifiés de sorte qu'il est plus facile d'obtenir un prêt plus élevé. Les modifications stipulent cependant, que ces prêts plus élevés ne sont accessibles que lorsque le prix de vente est satisfaisant aux yeux de la Société. Dans le passé, les prêts plus élevés avaient pour effet d'augmenter le prix de vente. Les prêts plus élevés furent accordés afin de réduire le montant du versement initial et non pour accorder un prêt hypothécaire plus élevé accompagné d'un prix d'achat proportionnel plus élevé.

Les activités de la Société indiquent clairement que le besoin d'habitations est beaucoup plus élevé dans le domaine des habitations à loyer que celui des habitations destinées aux propriétaires. Le nombre de nouvelles maisons à loyer même en y incluant les maisons construites par le gouvernement, ne représentent qu'environ 30 pour-cent de toutes les constructions résidentielles. Il est évident que plusieurs des personnes, qui ont acheté des nouvelles maisons, auraient préféré les louer. La Société s'est efforcée non seulement de parachever autant d'unités de location que possible, au compte du gouvernement, mais aussi d'augmenter le nombre de maisons privées à loyer. En général, les individus hésitent quelque peu à devenir propriétaires, en ce moment. Bien que plusieurs puissent obtenir des loyers économiques formant un revenu adéquat pour les propriétés de location construites, aujourd'hui, le public en général n'est pas très confiant que les nouveaux coûts de construction resteront au niveau actuel. Les constructeurs et les propriétaires éventuels craignent qu'un temps viendra où la concurrence permettra de construire des unités de location, à un prix inférieur, et partant, des loyers inférieurs, bien que pour le moment, l'on puisse obtenir des loyers adéquats.

Dans le passé, il y eut trois catégories d'habitation à loyer. L'individu qui possède une deuxième maison, ou le créancier qui a pris possession d'une maison, en vertu d'un mort-gage constituait l'une de ces catégories. Antérieurement à 1930, il y avait le particulier, souvent retiré qui achetait un nombre de maisons, vivait dans l'une de celles-ci, et louait les autres, à titre de placement. La troisième catégorie était l'entrepreneur qui construisait des maisons pour les louer. Présentement, les deux premières catégories ont à peu près disparu, et la troisième catégorie est quelque peu limitée, en raison des incertitudes des coûts futurs de la construction et des niveaux de loyer.

Au cours de cette dernière année, les taux d'intérêts ont changé très peu. Il y a suffisamment de fonds prêtables sur mort-gage et hypothèque, pour financer toute nouvelle construction résidentielle. Il y a beaucoup de concurrence chez les prêteurs sur hypothèque, qui

cherchent à placer leurs argents. Nous ne connaissons du moins aucune construction résidentielle, qui ne puisse progresser en raison du manque de financement.

Il est difficile d'établir, pour le moment, quel sera le niveau probable de la construction résidentielle, en 1948. Ceci dépend de la construction commerciale et industrielle, de la disponibilité de terrains munis de services, qui sont rares présentement, et de l'obligeance des municipalités à accepter les grandes entreprises d'unités résidentielles à prix modéré. En tout premier lieu, la construction résidentielle dépendra du niveau du coût de la construction en 1948. Les nouvelles unités dont on a jeté les fondations, au cours de la deuxième moitié de 1947, furent en nombre plus élevé que ce que l'on anticipait en dépit des augmentations soudaines du prix des matériaux de construction, à la suite de l'enlèvement des contrôles, en septembre 1947. Le report, c'est-à-dire la construction d'unités résidentielles inachevées, au terme de l'année, fut un peu plus élevé qu'à la fin de 1946. Il semblerait que les matériaux et la main-d'oeuvre seront plus faciles à obtenir en 1948, ce qui pourrait augmenter le nombre de maisons construites. Le danger est que si le coût de construction continuait à augmenter, le prix des unités résidentielles pourrait augmenter au delà de la capacité financière d'un grand nombre de propriétaires et de locataires éventuels. Si la demande diminuait, tout particulièrement dans le cas des propriétaires de maisons, ceci résulterait en une réduction du nombre des nouvelles résidences construites.

Alors que le nombre d'unités résidentielles parachevées, en 1947, fut plus élevé que jamais auparavant, et bien que l'on puisse remarquer que la situation logementaire s'est améliorée, il reste beaucoup à faire, si l'on veut remédier aux besoins actuels d'habitations, tant en ce qui concerne le surpeuplement qu'en ce qui concerne les normes d'habitations pour le peuple canadien, qui devraient être comparables aux ressources disponibles dans le pays. Il nous faut donc un plus grand nombre d'habitations dont le loyer serait modéré ou moindre. Les individus, en particulier ou en groupes, peuvent faire plus que tous autres pour fournir ce genre de maisons sur une base économique. Comme le présent rapport l'indique, l'aide au public dans le domaine de l'habitation se présente de plusieurs manières afin d'ajouter un supplément à cette activité. En faisant sa part du présent programme, la Société anticipe que les gouvernements provinciaux et la municipalité continueront de lui apporter toute leur collaboration. Seule la collaboration étroite entre les trois niveaux de gouvernement, permettra de faire de plus grands progrès dans le programme de l'habitation. Il y a encore beaucoup à faire, mais ce qui importe le plus, pour le moment, c'est d'assurer un nombre maximum de nouvelles unités résidentielles, en 1948.

Votre tout dévoué,

D. B. MANSUR,
Président.

SOCIETE CENTRALE D'HYPOTHEQUES

BILAN AU 31

ACTIF

En caisse.....		\$ 1,012,104.68
Intérêts courus et créances diverses.....		407,271.99
Prêts et avances en vertu des Lois sur l'Habitation:		
Prêts.....	\$24,099,458.74	
Housing Enterprises of Canada Ltd.:		
Prêts.....	\$18,642,160.67	
Avances pour le rachat de ses obligations garanties à l'échéance par la Société....	3,742,781.17	
Achat de la totalité du capital-actions....	750.00	22,385,691.84
		46,485,150.58
Mobilier et agencement.....	160,106.54	
<i>Moins:</i> Amortissement.....	37,435.58	122,670.96
Tout autre actif.....		12,917.61
		\$48,040,115.82

NOTE:—Le bilan ci-dessus ne pourvoit pas aux pertes possibles au compte des prêts conjoints consentis avec les institutions prêteuses et aux garanties et autres engagements en vertu des Lois sur l'Habitation, lesquels sont des obligations de Sa Majesté, selon ces lois.

D. B. MANSUR,
Le président

C. D. ARMITAGE,
Le comptable en chef

ET DE LOGEMENT

DECEMBRE 1947

PASSIF

Comptes à payer et dépôts	\$ 944,687.55
Contributions des employés au Fonds de retraite	71,897.13
Solde à payer au Ministre de la Reconstruction et des Approvisionnements	1,648,785.33
Prêts du Ministre de la Reconstruction et des Ap- provisionnements, en vertu de l'article 23 de la Loi sur la Société centrale d'Hypothèques et de Loge- ment	20,000,000.00
Capital— Autorisé et versé	25,000,000.00
Fonds de réserve	374,745.77
	<hr/>
	\$48,040,115.82
	<hr/>

RAPPORT DES VERIFICATEURS

Nous avons examiné le bilan ci-dessus de la Société centrale d'Hypothèques et de Logement, arrêté au 31 décembre 1947, et avons obtenu tous les renseignements et les explications que nous avons demandés. Nous faisons rapport que, dans notre opinion, ce bilan est dressé de façon à exposer véritablement et fidèlement la situation financière de la Société à cette date, au meilleur de notre connaissance, suivant les explications qui nous ont été données, et telle qu'indiquée aux livres de la Société.

JEAN VALIQUETTE, C.A.,
de la firme: Anderson & Valiquette
Ottawa, Canada—20 février 1948.

Wm. H. CAMPBELL, C.A.,
de la firme: Campbell, Glendinning and Dever

SOCIETE CENTRALE D'HYPOTHEQUES ET DE LOGEMENT
 COMPTE DE PERTES ET PROFITS POUR L'EXERCICE
 TERMINE LE 31 DECEMBRE 1947

Revenu net pour l'exercice terminé le 31 décembre 1947.....	\$ 75,692.70	
Profit sur ventes d'obligations.....	145,406.25	
Profit sur vente de roulant.....	<u>7,704.97</u>	\$228,803.92
Solde viré au Fonds de Réserve en vertu de l'article 31 de la Loi sur la Société centrale d'Hypothèques et de Logement.....		<u>\$228,803.92</u>

FONDS DE RESERVE AU 31 DECEMBRE 1947

Solde créditeur le 31 décembre 1946.....	\$145,941.85	
<i>Ajouter:</i>		
Virement du solde du compte de pertes et profits pour l'exercice terminé le 31 décembre 1947, en vertu de l'arti- cle 31 de la Loi sur la Société centrale d'Hypothèques et de Logement....	<u>228,803.92</u>	
Solde créditeur le 31 décembre 1947.....		<u>\$374,745.77</u>

STATISTIQUES

LISTE DES TABLEAUX

Tableau
no

PARTIE I—*Activités en vertu de la Loi nationale sur l'Habitation*

- 1 Prêts nets approuvés et progrès de la construction, par province, 1947
- 2 Prêts nets approuvés et progrès de la construction, par grande ville, 1947
- 3 Prêts nets approuvés et progrès de la construction, par genre de projet, 1947
- 4 Prêts nets approuvés par genre de maisons, 1947
- 5 Prêts nets approuvés, suivant le montant du prêt, 1947
- 6 Garanties nettes pour le développement des terrains, contrats passés, par province, 1947
- 7 Prêts nets garantis approuvés pour agrandissement de maison, par province, 1947
- 8 Prêts nets approuvés en vertu de la Loi fédérale sur l'Habitation, 1935, de la Loi nationale de 1938 sur l'Habitation et de la Loi nationale sur l'Habitation, 1944
- 9 Dépenses approuvées et dépenses réelles pour les recherches sur l'habitation et l'aménagement des collectivités, 1947

PARTIE II—*Activités directes du gouvernement dans le domaine de l'habitation*

- 10 Appropriations, dépenses et progrès de la construction, par province, 1947
- 11 Appropriations, dépenses et progrès de la construction, par région, 1947
- 12 Unités d'habitation vendues, par province, 1947
- 13 Unités d'habitation vendues, par région, 1947
- 14 Revenus et dépenses d'opération des projets d'habitation, par province, 1947
- 15 Revenus et dépenses d'opération des projets d'habitation, par région, 1947
- 16 Construction parachevée et dépenses réelles—du 1er avril 1941 au 31 décembre 1947

PARTIE III—*Autres activités dans le domaine de l'habitation*

- 17 Activités en vertu des Règlements sur les logements d'urgence, 1947
- 18 Demandes approuvées pour une dépréciation double des projets d'habitation à loyer, 1947

PARTIE I

ACTIVITES EN VERTU DE LA
LOI NATIONALE SUR L'HABITATION

TABLEAU No 1—PRETS NETS APPROUVÉS ET PROGRES DE LA CONSTRUCTION DES UNITÉS DE LA L.N.H., PAR PROVINCE, 1947

Province	Population (000)	Prêts nets approuvés					Progrès de la construction des unités de la L.N.H. (1)			
		Nombre de prêts	Nombre d'unités	Montant (\$000)	Unités par 1,000 âmes	Nombre d'unités d'habitation commencées	Nombre d'unités d'habitation parachevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1947		
Ile du Prince-Édouard.....	94	10	37	170	.39	14	2	15		
Nouvelle-Écosse.....	621	248	269	1,364	.43	218	92	221		
Nouveau-Brunswick.....	491	102	104	562	.21	99	197	76		
Québec.....	3,712	1,793	3,186	14,422	.86	2,466	1,211	2,526		
Ontario.....	4,189	3,442	3,676	19,116	.88	3,702	4,038	3,389		
Manitoba.....	743	1,188	1,289	6,577	1.73	1,535	508	1,783		
Saskatchewan.....	842	146	149	735	.18	245	284	311		
Alberta.....	822	916	991	4,960	1.21	1,035	806	1,223		
Colombie-Britannique.....	1,044	1,041	1,232	5,325	1.18	1,629	1,708	778		
Canada (2).....	12,558	8,886	10,933	53,231	.87	10,943	8,846	10,222		

(1) Comprend le progrès de la construction des unités de la L.N.H. dont les prêts furent approuvés antérieurement au 1er janvier 1947.

(2) A l'exclusion du Yukon et des Territoires du Nord-ouest, les prêts bruts approuvés en 1947 s'élevèrent à 10,549 pour 12,734 unités et se chiffrent par \$61,709,190; ce volume fut réduit par les cancellations, les demandes réintégrées et les autres changements ayant trait à 1,663 prêts pour 1,795 unités et se chiffrent par \$8,478,880, pour donner les prêts nets approuvés ci-dessus.

TABLIÉAU N^o 2 -- PRÉTS NETS APPROUVÉS ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION DES UNITÉS DE LA L.N.H., PAR GRANDE VILLE, (1) 1947

Région	Prêts nets approuvés				Progrès de la construction des unités de la L.N.H. (2)			
	Population (000)	Nombre de prêts	Montant (\$000)	Unités par 1,000 âmes	Nombre d'unités d'habitation commencées	Nombre d'unités d'habitation parachevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1947	
<i>Régions métropolitaines(3)</i>								
Halifax.....	127	145	831	1.19	114	42	124	
Montréal.....	1,387	1,216	10,576	1.70	1,763	1,027	1,850	
Québec.....	252	201	1,259	.88	227	129	304	
St-John.....	73	26	140	.36	23	60	411	
Toronto.....	993	1,164	6,271	1.20	1,102	739	892	
Vancouver.....	463	887	4,304	2.17	1,269	1,454	933	
Victoria.....	96	43	227	.47	188	172	141	
Windsor.....	149	12	133	.08	73	136	76	
Winnipeg.....	312	1,173	6,506	4.08	1,512	504	1,760	
Total.....	4,418	5,854	36,061	1.68	7,571	5,284	7,305	
<i>Autres grandes villes</i>								
Brantford.....	36	5	27	.14	8	63	7	
Calgary.....	106	408	2,085	4.11	525	403	388	
Edmonton.....	118	453	2,618	4.22	459	364	339	
Port William.....	33	30	149	1.18	42	47	77	
Kingston.....	33	27	166	.88	46	92	43	
Kitchener.....	40	66	392	2.00	76	158	77	
Regina.....	63	61	316	.97	142	158	121	
St-Catharines.....	35	11	58	.31	4	121	5	
Saskatoon.....	50	47	251	1.00	58	107	48	
Sherbrooke.....	47	3	49	.28	--	2	--	
Sturbury.....	40	11	64	.33	13	10	11	
Trois-Rivières.....	48	11	61	.23	12	60	2	
Total.....	649	1,133	6,236	1.92	1,385	1,585	1,118	
Autres régions.....	7,491	1,899	10,934	.30	1,987	1,977	1,799	
Canada (4).....	12,558	8,886	53,231	.87	10,943	8,846	10,222	

(1) Grande ville signifie une municipalité d'une population de 30,000 et plus.
 (2) Comprend le progrès de la construction des unités de la L.N.H. dont les prêts furent approuvés antérieurement au 1er janvier 1947.

TABLEAU N° 3—PRETS NETS APPROUVÉS ET PROGRES DE LA CONSTRUCTION DES UNITÉS DE LA L.N.H. PAR GENRE DE PROJET 1947

Genre de projet	Prêts nets approuvés			Progrès de la construction des unités de la L.N.H. (1)		
	Nombre de prêts	Nombre d'unités	Montant (\$000)	Nombre d'unités commencées	Nombre d'unités parachevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1947
(a) L.N.H. 1944, Partie I						
<i>Prêts conjoints pour les propriétaires:</i>						
Occupées par le propriétaire.....	1,579	1,584	7,929	1,660	1,755	1,721
Logements intégrés....	4,456	4,791	24,127	5,036	1,641	4,533
Pour la vente.....	2,241	2,280	11,734	2,004	1,528	1,889
Total.....	8,276	8,655	43,790	8,700	4,924	8,143
(b) L.N.H. 1944, Partie II						
<i>Prêts pour habitations à louer:</i>						
Pour la location.....	247	1,406	5,869	1,042	482	1,033
Logements intégrés....	238	476	1,822	492	224	555
Pour la vente.....	46	144	639	36	22	51
Compagnies à dividende limité.....	1	75	400	50	178	8
Housing Enterprises..	...	...	...	502	3,010	303
Industries de matières premières.....	6	105	391	89	6	83
Total.....	538	2,206	9,121	2,211	3,922	2,033
(c) L.N.H. 1944, Article 31A						
<i>Prêts directs pour les propriétaires:</i>						
Occupées par le propriétaire.....	4	4	17	2	...	2
Logements intégrés....	39	39	179	25	...	39
Pour la vente.....	29	29	124	5	...	5
Total.....	72	72	320	32	...	46
(d) L.N.H. 1944, Parties I, II et Article 31A						
<i>Prêts conjoints et directs pour les propriétaires et pour la location:</i>						
Occupées par le propriétaire.....	1,583	1,588	7,946	1,662	1,755	1,723
Logements intégrés....	4,733	5,306	26,128	5,553	1,865	5,127
Pour la vente.....	2,316	2,453	12,497	2,045	1,550	1,945
Pour la location.....	247	1,406	5,869	1,042	482	1,033
Compagnies à dividende limité.....	1	75	400	50	178	8
Housing Enterprises..	...	...	...	502	3,010	303
Industries de matières premières.....	6	105	391	89	6	83
Total.....	8,886	10,933	53,231	10,943	8,846	10,222

(1) Comprend les unités dont les prêts furent approuvés antérieurement au 1er janvier 1947.

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

TABLEAU No 4—PRETS NETS APPROUVES PAR GENRE DE MAISON, 1947

Genre de maison	Nombre d'unités	Montant (\$000)
Famille unique—1 étage.....	3,908	17,997
Famille unique—1½ étages.....	2,972	16,196
Famille unique—2 étages.....	1,108	6,726
Total.....	7,988	40,919
Semi-détachée.....	221	1,157
Duplex.....	537	2,099
Triplex.....	18	70
Duplex double.....	350	1,444
Rangée de maisons.....	734	3,089
Maison de rapport.....	1,085	4,453
Total.....	2,945	12,312
Grand Total.....	10,933	53,231

TABLEAU No 5—PRETS NETS APPROUVES, SUIVANT LE MONTANT DU PRÊT 1947

Montant du prêt	Pour les propriétaires L.N.H. 1944 Partie I et Article 31A Nombre d'unités d'habitation	Pour la location L.N.H. 1944 Partie II Nombre d'unités d'habitation	Nombre total d'unités d'habitation
Moins de \$3,000.....	30	96	126
\$3,000 à \$3,499.....	113	278	391
\$3,500 à \$3,999.....	697	490	1,187
\$4,000 à \$4,499.....	1,317	674	1,991
\$4,500 à \$4,999.....	1,457	421	1,878
\$5,000 à \$5,499.....	2,252	210	2,462
\$5,500 à \$5,999.....	1,455	29	1,484
\$6,000 à \$6,499.....	969	6	975
\$6,500 et plus.....	437	2	439
Total.....	8,727	2,206	10,933

TABLEAU N° 6—GARANTIES NETTES POUR LE DÉVELOPPEMENT DES TERRAINS,
CONTRATS PASSES, PAR PROVINCE, 1947

Province	Nombre de projets	Nombre de lots	Superficie (acres)	Coûts estimatifs			Total (\$000)
				Acquisition de terrain (\$000)	Développement du terrain (\$000)	Frais légaux et de financement (\$000)	
Ile du Prince-Édouard.....	—	—	—	—	—	—	—
Nouvelle-Écosse.....	—	—	—	—	—	—	—
Nouveau-Brunswick.....	—	—	—	—	—	—	—
Québec.....	1	147	20.0	144	—	1	145
Ontario.....	2	541	153.1	191	613	15	819
Manitoba.....	1	206	37.5	37	130	6	173
Saskatchewan.....	—	—	—	—	—	—	—
Alberta.....	—	—	—	—	—	—	—
Colombie-Britannique.....	—	—	—	—	—	—	—
CANADA.....	4	894	210.6	372	743	22	1,137

TABLEAU No 7—PRETS NETS GARANTIS APPROUVES
POUR AGRANDISSEMENT DE MAISON
PAR PROVINCE, 1947

Province	Nombre de prêts	Nombre d'unités d'habitation	Montant (\$000)
Ile du Prince-Edouard.....	—	—	—
Nouvelle-Ecosse.....	—	—	—
Nouveau-Brunswick.....	1	1	1
Québec.....	2	2	5
Ontario.....	9	14	27
Manitoba.....	—	—	—
Saskatchewan.....	—	—	—
Alberta.....	—	—	—
Colombie-Britannique.....	—	—	—
CANADA.....	12	17	33

TABLEAU N^o 8—PRETS NETS APPROUVES EN VERTU DE
LA LOI FÉDÉRALE SUR L'HABITATION, 1935, DE LA LOI
NATIONALE SUR L'HABITATION, 1938, ET DE LA LOI
NATIONALE SUR L'HABITATION, 1944

du 1er octobre 1935 au 31 décembre 1947 ⁽¹⁾

Période et Loi sur l'Habitation	Nombre de prêts	Nombre d'unités	Montant (\$000)
Loi fédérale sur l'Habitation, 1935:			
1935 (1er oct.—31 déc.)	73	97	514
1936	550	788	3,778
1937	1,311	1,817	7,524
1938 (1er jan.—31 juillet)	1,149	2,197	7,803
Total	3,083	4,899	19,619
Loi nationale sur l'Habitation, 1938:			
1938 (1er août—31 déc.)	1,198	1,697	6,037
1939	4,315	5,973	19,142
1940	4,897	5,621	16,721
1941	4,370	4,323	13,508
1942	1,138	1,093	3,170
1943	1,721	1,721	5,454
1944	1,393	1,393	4,855
1945 (1er jan.—31 jan.) ⁽²⁾	-407	-407	-1,368
Total	18,625	21,414	67,519
Loi nationale sur l'Habitation, 1944:			
1945 (1er fév.—31 déc.)	4,838	5,387	22,511
1946	7,340	11,826	55,946
1947	8,886	10,933	53,231
Total	21,064	28,146	131,688
Grand Total	42,772	54,459	218,826

(1) Les chiffres annuels représentent le nombre total des prêts approuvés plus les demandes réintégrées et les augmentations, moins les cancellations, diminutions et les demandes retirées.

(2) En 1945, les cancellations furent plus élevées que les demandes approuvées en vertu de la Loi nationale sur l'Habitation, 1938.

TABLEAU N^o 9—DEPENSES REELLES APPROUVEES POUR
LES RECHERCHES SUR L'HABITATION ET L'AMENAGE-
MENT DES COLLECTIVITES, 1947

Genre de dépenses	Dépenses approuvées \$	Dépenses réelles (1) \$
<i>Société centrale d'Hypothèques et de Logement</i>		
Recherches économiques et connexes.....	92,626	92,648
Recherches architecturales.....	23,842	65,417
Aménagement des collectivités.....	80,636	34,182
Travail éducationnel.....	80,636	41,427
Total.....	197,104	233,674
<i>Octrois aux autres ministères du gouvernement et aux institutions</i>		
Recherches économiques et connexes.....	33,991	33,330
Recherches architecturales.....	23,400	11,222
Aménagement des collectivités.....	40,500	88,201
Travail éducationnel.....	40,500	40,500
Total.....	97,891	132,753
<i>Société centrale d'Hypothèques et de Logement et octrois aux autres ministères du gouvernement</i>		
Recherches économiques et connexes.....	126,617	125,978
Recherches architecturales.....	23,400	76,639
Aménagement des collectivités.....	64,342	122,383
Travail éducationnel.....	80,636	41,427
Total.....	294,995	366,427

(1) Les dépenses réelles en 1947 dépassent les dépenses approuvées de cette année, parce qu'elles comprennent les dépenses qui furent approuvées en 1946.

PARTIE II

ACTIVITES DIRECTES DU GOUVERNEMENT
DANS LE DOMAINE DE L'HABITATION

TABLEAU No 10—APPROPRIATIONS, DEPENSES ET PROGRES DE LA CONSTRUCTION, DES ACTIVITES DIRECTES DANS LE DOMAINE DE L'HABITATION, PAR PROVINCE, 1947

Province	Appropriations			Dépenses durant l'année				Progrès de la construction des activités directes		
	Non dépensées le 31 décembre 1946 (\$000)	Approuvées au cours de 1947 (\$000)	Non dépensées le 31 décembre 1947 (\$000)	Habitations (\$000)	Édifices supplémentaires (\$000)	Développement de terrains et autre aménagement (\$000)	(1) Total (\$000)	Nombre d'unités commencées	Nombre d'unités parachevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1947
Ile du Prince-Édouard.....	—	22	22	—	—	—	53	—	—	—
Nouvelle-Écosse.....	2,584	—	2,801	52	—	1	2,440	476	459	171
Nouveau-Brunswick.....	1,717	1,649	926	2,301	—	139	3,474	851	483	559
Québec.....	2,711	4,047	3,284	3,282	—	192	9,071	2,570	1,703	2,283
Ontario.....	17,847	19,243	28,019	8,287	9	775	3,638	700	881	603
Manitoba.....	2,221	3,620	2,203	3,317	1	320	2,949	731	683	687
Saskatchewan.....	2,155	3,361	2,567	2,766	1	182	2,455	687	555	548
Alberta.....	2,077	3,456	3,078	2,294	9	152	3,727	709	657	503
Colombie-Britannique.....	3,514	7,257	7,044	3,662	1	64	—	—	—	—
CANADA.....	35,096(2)	42,655	49,944(2)	25,961	21	1,825	27,807	6,724	5,421	5,354

(1) En plus des dépenses susmentionnées, \$808,000 qui furent dépensés en 1947, pour l'habitation et l'amélioration des terrains, sont recouvrables des municipalités et des autres ministères du gouvernement.

(2) En plus des appropriations non dépensées le 31 décembre 1946, les \$9,419 qui avaient été appropriés pour les remises à bois, n'ont pas été dépensés. Aucune autre appropriation ou dépense à cette fin en 1947.

TABEAU No 11—APPROPRIATIONS, DEPENSES ET PROGRES DE LA CONSTRUCTION, DES ACTIVITES DIRECTES DANS LE DOMAINE DE L'HABITATION, PAR LOCALITE, 1947

Localité	Appropriations			Dépenses durant l'année				Progrès de la construction des activités directes		
	Non dépensées le 31 décembre 1946 (\$000)	Approuvées au cours de 1947 (\$000)	Non dépensées le 31 décembre 1947 (\$000)	Habitations (\$000)	Edifices supplémentaires (\$000)	Développement de terrains et autre aménagement (\$000)	Total (\$000)	Nombre d'unités commencées	Nombre d'unités parachevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1947
<i>Régions métropolitaines</i>										
Halifax.....	2,123	—	2,070	52	—	1	53	—	—	—
Hamilton.....	2,313	31	2,344	—	—	—	111	—	—	—
London.....	174	—	63	95	—	16	111	—	58	—
Montréal.....	1,224	3,567	1,587	3,013	—	191	3,204	794	483	502
Ottawa.....	2,170	3,023	4,793	380	—	20	400	132	91	132
Québec.....	170	—	170	—	—	—	—	—	—	—
Saint-John.....	852	—	378	402	—	72	474	62	98	12
Toronto.....	4,957	252	5,201	8	—	—	8	—	—	—
Vancouver.....	631	4,384	4,470	536	—	9	545	81	117	66
Victoria.....	838	—	494	334	1	9	344	100	77	50
Windsor.....	252	1,069	752	548	—	21	569	183	182	179
Winnipeg.....	1,737	3,115	1,901	2,677	1	273	2,951	625	681	528
Total.....	17,441	15,441	24,223	8,045	2	612	8,659	1,977	1,787	1,469
<i>Autres grandes villes</i>										
Brantford.....	860	524	1,053	299	5	27	331	66	144	66
Calgary.....	583	1,372	1,093	763	9	90	862	116	312	116
Edmonton.....	557	1,199	842	869	—	45	914	250	164	140
Fort-William.....	495	563	974	78	—	6	84	25	—	25
Kingston.....	433	—	82	18	—	333	351	—	—	—
Kitchener.....	—	1,219	1,140	78	—	1	79	67	—	67
Regina.....	578	737	439	861	1	14	876	169	205	150
St-Catharines.....	—46	703	544	106	—	7	113	51	—	51
Saskatoon.....	1,010	1,463	1,457	944	—	72	1,016	287	190	279
Sherbrooke.....	—46	480	164	269	—	1	270	57	—	57
Sudbury.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Trois-Rivières.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total.....	4,424	8,260	7,788	4,285	15	596	4,896	1,088	1,015	951

TABLEAU No 11—APPROPRIATIONS, DEPENSES ET PROGRES DE LA CONSTRUCTION, DES ACTIVITES DIRECTES DANS LE DOMAINE DE L'HABITATION, PAR LOCALITE, 1947—Suite

Localité	Appropriations			Dépenses durant l'année				Progrès de la construction des activités directes		
	Non dépensées le 31 décembre 1946 (\$000)	Approuvées au cours de 1947 (\$000)	Non dépensées le 31 décembre 1947 (\$000)	Habitations (\$000)	Edifices supplémentaires (\$000)	Développement de terrains et autre aménagement (\$000)	Total (\$000)	Nombre d'unités commencées	Nombre d'unités parachevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1947
<i>Cités et villes de moins de 30,000 âmes</i>										
Acton, Ont.	—	250	110	135	—	5	140	50	—	50
Amherst, N.-E.	62	—	62	—	—	—	—	—	—	—
Arnprior, Ont.	—	251	200	51	—	—	51	20	—	20
Arvida, P.-Q.	564	—	564	—	—	—	—	—	—	—
Barrie, Ont.	218	—	218	—	—	—	—	—	—	—
Beauharnois, P.-Q.	13	—	13	—	—	—	—	—	—	—
Bow Island, Alt.	—	80	74	6	—	—	6	15	—	15
Brandon, Ont.	8	136	8	132	—	4	136	25	45	25
Brandon, Man.	269	249	140	365	—	13	378	50	100	50
Brownsburg, P.-Q.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Campbellford, Ont.	—	135	—	86	—	—	86	25	—	25
Campbellton, N.-B.	—	302	53	249	—	—	249	50	—	50
Cap-de-la-Madeleine, P.-Q.	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Carleton Place, Ont.	125	—	—	120	—	9	129	25	25	—
Charlottetown, I.P.-E.	—	22	22	—	—	—	—	—	—	—
Chicoutimi, P.-Q.	5	—	5	—	—	—	—	—	—	—
Clinton, Ont.	—	265	175	90	—	—	90	50	—	50
Cobourg, Ont.	150	—	144	6	—	—	6	—	14	—
Cochrane, Ont.	—	283	209	74	—	—	74	50	—	50
Collingwood, Ont.	3	374	173	204	—	—	204	70	6	64
Cornwall, Ont.	15	—	—	18	—	6	25	—	17	—

TABLEAU NO II—APPROPRIATIONS, DEPENSES ET PROGRES DE LA CONSTRUCTION, DES ACTIVITES DIRECTES DANS LE DOMAINE DE L'HABITATION, PAR LOCALITE, 1947—Suite

Localité	Appropriations			Dépenses durant l'année				Progrès de la construction des activités directes		
	Non dépensées le 31 décembre 1946 (\$000)	Approuvées au cours de 1947 (\$000)	Non dépensées le 31 décembre 1947 (\$000)	Habitatations (\$000)	Edifices supplémentaires (\$000)	Développement de terrains et autre aménagement (\$000)	Total (\$000)	Nombre d'unités commencées	Nombre d'unités parachevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1947
<i>Cités et villes de moins de 30,000 âmes</i>										
Cowichan Lake Village, C.-B.	—	535	205	304	—	26	330	80	—	80
Cumberland, C.-B.	112	—	—	111	—	3	114	12	35	—
De Salaberry, P.Q.	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—
Dundas, Ont.	6	—	6	—	—	—	—	—	—	—
Elmira, Ont.	60	—	14	36	—	10	46	—	28	—
Englehart, Ont.	—	144	114	30	—	—	30	25	—	25
Exeter, Ont.	—	265	111	153	—	1	154	50	6	44
Fort Erie, Ont.	318	255	573	—	—	—	—	—	—	—
Fort Frances, Ont.	—	211	106	103	—	2	105	25	15	10
Frankford, Ont.	367	—	367	—	—	—	—	—	—	—
Fredericton, N.-B.	471	527	203	773	—	22	795	182	141	59
Galt, Ont.	3	492	188	306	—	1	307	100	8	92
Georgetown, Ont.	34	137	—	213	—	—	213	22	48	22
Geraldton, Ont.	72	—	—	76	—	16	92	—	75	—
Goderich, Ont.	65	—	—	102	—	3	105	25	50	25
Gravenhurst, Ont.	—	275	190	85	—	—	85	50	—	50
Guelph, Ont.	15	380	263	127	—	5	132	71	23	71
Hespeler, Ont.	191	106	239	58	—	—	58	20	—	20
Hubbards Cove, N.-E.	135	—	135	—	—	—	—	—	—	—
Ingersoll, Ont.	49	—	7	34	—	8	42	—	35	—
Jonquière, P.Q.	23	—	23	—	—	—	—	—	—	—
Kamloops, C.-B.	135	135	47	213	—	10	223	25	40	25

TABLEAU No 11.— APPROPRIATIONS, DÉPENSES ET PROGRES DE LA CONSTRUCTION, DES ACTIVITÉS DIRECTES DANS LE DOMAINE DE L'HABITATION, PAR LOCALITÉ, 1947.— Suite

Localité	Appropriations			Dépenses durant l'année			Progrès de la construction des activités directes			
	Non dépensées le 31 décembre 1946 (\$000)	Approuvées au cours de 1947 (\$000)	Non dépensées le 31 décembre 1947 (\$000)	Habitations (\$000)	Édifices supplémentaires (\$000)	Développement de terrains et autre aménagement (\$000)	Total (\$000)	Nombre d'unités commencées	Nombre d'unités parachevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1947
<i>Cités et villes de moins de 30,000 âmes</i>										
Kelowna, C.-B.	30	246	65	209	—	2	211	50	19	31
Kenora, Ont.	259	—	97	162	—	—	162	44	7	37
Kimberley, C.-B.	368	291	319	340	—	—	340	15	125	15
Kirkland Lake, Ont.	230	—	-45	246	—	29	275	21	100	—
Lac à la Tortue, P.Q.	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Larder Lake, Ont.	—	463	163	291	—	9	300	85	—	85
La Tuque, P.Q.	61	—	61	—	—	—	—	—	—	—
Leamington, Ont.	393	—	95	282	—	16	298	50	100	—
Lethbridge, Alta.	578	—	220	345	—	13	358	100	55	95
Lindsay, Ont.	-10	475	240	220	—	5	225	75	10	65
Listowel, Ont.	4	81	-9	92	—	2	94	15	43	15
Liverpool, N.-É.	64	—	64	—	—	—	—	—	—	—
Lucan, Ont.	—	137	77	60	—	—	60	25	—	25
Medicine Hat, Alta.	359	399	479	278	—	1	279	150	24	126
Melville, Sask.	—	376	248	128	—	—	128	75	11	64
Merritton, Ont.	292	—	292	—	—	—	—	—	—	—
Midland, Ont.	10	254	91	171	—	—	173	50	—	50
Moncton, N.-B.	394	503	84	768	—	45	813	132	220	44
Moose Jaw, Sask.	359	—	18	287	—	54	341	50	106	25
McGarry Dist., Ont.	—	452	406	46	—	—	46	25	—	—
Nelson, C.-B.	145	—	-50	195	—	—	195	15	50	—
New Glasgow, N.-É.	178	—	178	—	—	—	—	—	—	—
New Liskeard, Ont.	—	198	191	7	—	—	7	31	—	31

TABEAU No 11—APPROPRIATIONS, DEPENSES ET PROGRES DE LA CONSTRUCTION, DES ACTIVITES DIRECTES DANS LE DOMAINE DE L'HABITATION, PAR LOCALITE, 1947—Suite

Localité	Appropriations			Dépenses durant l'année				Progrès de la construction des activités directes		
	Non dépensées le 31 décembre 1946 (\$000)	Approuvées au cours de 1947 (\$000)	Non dépensées le 31 décembre 1947 (\$000)	Habitations (\$000)	Edifices supplémentaires (\$000)	Développement de terrains et autre aménagement (\$000)	Total (\$000)	Nombre d'unités commencées	Nombre d'unités parachevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1947
<i>Cités et villes de moins de 30,000 âmes</i>										
Niagara Falls, Ont.	-9	253	35	208	—	1	209	50	51	35
North Battleford, Sask.	100	261	128	228	—	5	233	50	50	50
North Bay, Ont.	104	—	-2	75	—	31	106	—	53	—
Oakville, Ont.	8	207	-26	232	—	9	241	38	50	38
Orillia, Ont.	9	155	164	—	—	—	—	—	—	—
Oshawa, Ont.	77	—	77	—	—	—	—	—	—	—
Owen Sound, Ont.	-26	265	112	127	—	—	127	50	—	50
Palmerston, Ont.	89	56	137	8	—	—	8	10	20	10
Paris, Ont.	—	258	168	90	—	—	90	50	—	50
Parry Sound, Ont.	467	—	467	—	—	—	—	—	—	—
Peterborough, Ont.	36	111	107	37	—	3	40	—	30	—
Peterborough, Ont.	-4	273	173	94	—	2	96	50	—	50
Peterborough, Ont.	—	251	70	180	—	1	181	50	—	50
Peterborough, Ont.	320	—	320	—	—	—	—	—	—	—
Pickering, Ont.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pictou, N.-E.	292	—	292	—	—	—	—	—	—	—
Portage la Prairie, Man.	182	126	79	201	—	28	229	25	100	25
Port Alberni, C.-B.	167	651	461	355	—	2	357	101	50	71
Port Arthur, Ont.	237	—	169	58	—	10	68	50	50	50
Port Hope, Ont.	33	388	154	254	—	12	267	72	41	62
Preston, Ont.	39	133	91	72	—	9	81	25	25	25

TABLEAU No 11—APPROPRIATIONS, DEPENSES ET PROGRES DE LA CONSTRUCTION, DES ACTIVITES DIRECTES DANS LE DOMAINE DE L'HABITATION, PAR LOCALITE, 1947—Suite

Localité	Appropriations			Dépenses durant l'année				Progrès de la construction des activités directes		
	Non dépensées le 31 décembre 1946 (\$000)	Approuvées au cours de 1947 (\$000)	Non dépensées le 31 décembre 1947 (\$000)	Habitations (\$000)	Édifices supplémentaires (\$000)	Développement de terrains et autre aménagement (\$000)	Total (\$000)	Nombre d'unités commencées	Nombre d'unités para-chevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1947
<i>Cités et villes de moins de 30,000 âmes</i>										
Prince Albert, Sask.	15	263	95	166	—	17	183	50	50	50
Prince George, C.-B.	—	542	236	306	—	—	306	94	2	92
Prince Rupert, C.-B.	721	—	721	—	—	—	—	—	—	—
Redcliff, Alta.	—	135	126	6	—	3	9	25	—	25
Renfrew, Ont.	20	—	8	—	2	10	12	—	—	—
Revelstoke, C.-B.	—	198	19	178	—	1	179	40	17	23
Rock Island, P.Q.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rossland, C.-B.	384	—	—103	487	—	—	487	46	125	—
St. Mary's, Ont.	20	—	12	6	—	2	8	—	—	—
St-Paul l'Ermitte, P.Q.	894	—	894	—	—	—	—	—	—	—
Ste-Thérèse, P.Q.	13	—	13	—	—	—	—	—	—	—
Sarnia, Ont.	1,003	—	950	10	—	43	53	—	—	—
Sault Ste-Marie, Ont.	31	518	306	221	—	22	243	100	—	100
Sea Island, C.-B.	—13	—	—13	—	—	—	—	—	—	—
Sioux Lookout, Ont.	—	191	160	31	—	—	31	11	—	11
Smiths Falls, Ont.	56	251	39	242	—	26	268	50	94	—
Sorel, P.Q.	—156	—	—156	—	—	—	—	—	—	—
Stirling, Ont.	—	137	126	11	—	—	11	18	—	18
Stratford, Ont.	92	250	113	222	—	7	229	50	46	50
Sutherland, Sask.	—8	—	—13	3	—	—	5	—	—	—
Tilbury, Ont.	85	266	241	99	—	2	110	50	48	50
Timmins, Ont.	1	520	202	307	—	12	319	100	55	100
Transcona, Man.	33	131	84	74	—	6	80	—	—	—

TABEAU No II—APPROPRIATIONS, DEPENSES ET PROGRES DE LA CONSTRUCTION, DES ACTIVITES DIRECTES DANS LE DOMAINE DE L'HABITATION, PAR LOCALITE, 1947 --Suite

Localité	Appropriations			Dépenses durant l'année				Progrès de la construction des activités directes		
	Non dépensées le 31 décembre 1946 (\$000)	Approuvées au cours de 1947 (\$000)	Non dépensées le 31 décembre 1947 (\$000)	Habitations (\$000)	Bâtiments supplémentaires (\$000)	Développement de terrains et autre aménagement (\$000)	Total (\$000)	Nombre d'unités commencées	Nombre d'unités parachevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1947
<i>Cités et villes de moins de 30,000 âmes</i>										
Trenton, Ont.	—	1,088	861	227	—	—	227	87	—	87
Uxbridge, Ont.	—	92	45	47	—	—	47	17	—	17
Valleyfield, P.Q.	40	—	40	—	—	—	—	—	—	—
Walkerton, Ont.	—	132	78	54	—	—	54	25	—	25
Wallacburg, Ont.	202	—	202	—	—	—	—	—	—	—
Waterloo, P.Q.	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Welland, Ont.	413	178	590	1	—	—	1	9	—	9
Wetaskiwin, Alta.	—	271	244	27	—	—	27	31	—	31
Weyburn, Sask.	10	—	—	26	—	2	28	—	25	—
Whentley, Ont.	52	—	—	42	—	2	44	10	—	—
Woodstock, N.B.	—	317	208	109	—	—	109	50	—	50
Woodstock, Ont.	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—
Yorkton, Sask.	91	261	213	123	—	16	139	50	46	50
Total	13,231	18,954	17,933	13,631	4	617	14,252	3,659	2,619	2,934
CANADA	35,096	42,655	49,944	25,961	21	1,825	27,807	6,724	5,421	5,354

TABLEAU No 12—UNITÉS D'HABITATION VENDUES, PAR PROVINCE, 1947

Province	Nombre d'unités en vente	Nombre d'unités vendues	Prix d'achat des unités vendues (\$000)
Ile du Prince-Edouard	—	—	—
Nouvelle-Ecosse	442	186	515
Nouveau-Brunswick	—	—	—
Québec	1,828	608	1,264
Ontario	1,618	523	1,429
Manitoba	—	—	—
Saskatchewan	200	15	53
Alberta	350	120	570
Colombie-Britannique	1,599	471	983
CANADA	6,037	1,923	4,814

TABLEAU No 13—UNITÉS D'HABITATION VENDUES PAR LOCALITÉ, 1947

Localité	Nombre d'unités en vente	Nombre d'unités vendues	Prix d'achat des unités vendues (\$000)
<i>Régions métropolitaines</i>			
Halifax.....	299	159	442
Hamilton.....	—	—	—
London.....	—	—	—
Montréal.....	400	54	178
Ottawa.....	—	—	—
Québec.....	200	—	—
Saint-John.....	—	—	—
Toronto.....	—	—	—
Vancouver.....	—	—	—
Victoria.....	575	117	351
Windsor.....	—	—	—
Winnipeg.....	—	—	—
Total.....	1,474	330	971
<i>Autres grandes villes</i>			
Brantford.....	—	—	—
Calgary.....	—	—	—
Edmonton.....	350	120	570
Fort William.....	326	157	404
Kingston.....	—	—	—
Kitchener.....	—	—	—
Regina.....	—	—	—
St-Catharines.....	—	—	—
Saskatoon.....	—	—	—
Sherbrooke.....	—	—	—
Sudbury.....	—	—	—
Trois-Rivières.....	—	—	—
Total.....	676	277	974
<i>Cités et villes de moins de 30,000 âmes</i>			
Almaville.....	10	3	7
Amherst.....	93	13	35
Arvida.....	337	337	422
Beauharnois.....	100	12	40
Brownsburg.....	56	—	—
Cap-de-la-Madeleine.....	100	12	39
Chicoutimi.....	100	—	—
Fort Erié.....	241	47	130
Jonquière.....	100	—	—
Kamloops.....	100	5	15
Liverpool.....	50	14	38
Moose Jaw.....	200	15	53
Nobel.....	20	20	24
Penticton.....	100	7	23
Peterborough.....	431	192	460
Port Arthur.....	150	23	73
Prince Rupert.....	522	259	354
Rock Island.....	50	—	—
Sarnia.....	200	40	209
Sault Ste-Marie.....	200	28	82
Sea Island.....	302	83	240
Sorel.....	350	184	559
Wallaceburg.....	50	16	47
Waterloo, P.Q.....	25	6	19
Total.....	3,887	1,316	2,869
CANADA.....	6,037	1,923	4,814

TABLEAU No 14—REVENUS ET DEPENSES D'OPERATION DES PROJETS D'HABITATION,
PAR PROVINCE, 1947

	Ile du Prince- Édouard	Nou- velle- Écosse	Nouveau- Brun- swick	Québec	Ontario	Mani- toba	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britan- nique	CANADA
<i>Revenus bruts (\$000)</i>										
Loyer des habitations.....	—	671.1	253.8	1,110.6	4,183.9	414.3	362.0	394.0	1,062.6	8,452.3
"Staff Houses" et Cafétérias.....	—	—	—	25.0	453.4	—	—	—	—	478.4
Total.....	—	671.1	253.8	1,135.6	4,637.3	414.3	362.0	394.0	1,062.6	8,930.7
<i>Depenses (\$000)</i>										
Depenses d'administration.....	—	121.4	50.6	189.0	716.5	70.6	60.3	64.6	193.2	1,466.2
Entretien des propriétés:	—	103.4	21.6	177.2	635.5	6.0	13.2	30.0	80.4	1,067.3
(a) Salaires et matériaux.....	—	3.8	1.0	9.2	13.1	—	—	.3	4.8	32.2
(b) Eclairage, chauffage, électricité et eau.....	—	3.0	.6	6.9	10.4	.5	.8	2.2	4.5	28.9
(c) Divers.....	—	—	—	25.1	352.9	—	—	—	—	378.0
Coût d'opération des "Staff Houses" et Cafétérias.....	—	8.7	2.7	11.8	39.2	.1	.1	.1	10.8	73.5
Service social.....	—	—	—	10.1	36.7	—	—	—	—	46.8
Écoles.....	—	4.0	2.6	8.2	24.6	1.4	1.0	.8	4.6	47.2
Services municipaux.....	—	1.5	.2	1.9	15.6	—	.1	.1	.2	19.6
Pertes par le feu et service d'incendie. Réserve pour les loyers non- recouvrables.....	—	.7	—	.4	.7	—	—	—	.4	2.2
Taxes.....	—	40.0	18.1	99.3	388.3	37.2	30.4	53.5	63.7	730.5
Améliorations permanentes financées au moyen de revenu.....	—	36.3	—	107.2	5.3	—	.4	54.4	4.4	208.0
Total.....	—	322.8	97.4	646.3	2,238.8	115.8	106.3	206.0	367.0	4,100.4
Revenu net (\$000).....	—	348.3	156.4	489.3	2,398.5	298.5	255.7	188.0	695.6	4,830.3
Nombre d'unités d'habitation.....	—	2,336	1,091	3,801	14,185	1,701	1,449	1,427	4,119	30,109

**TABEAU No 15—REVENUS ET DEPENSES D'OPERATION DES PROJETS D'HABITATION,
PAR LOCALITE, 1947**

Régions métropolitaines	Hamil- ton (1)	Lon- don (2)	Mont- réal (3)	Ota- tawa (4)	Qué- bec (5)	Saint- John (6)	To- ronto (6)	Van- couver (7)	Vic- toria (8)	Win- sor (9)	Win- nipeg (9)	Total
<i>Revenus bruts (\$000)</i>												
Loyer des habitations "Staff Houses" et Cafeterias	482.9 —	76.5 —	493.7 25.0	282.8 —	209.9 —	138.0 —	422.4 —	614.8 —	173.9 —	727.2 —	370.0 —	4,505.8 478.4
Total	482.9	76.5	518.7	282.8	209.9	138.0	422.4	614.8	173.9	727.2	370.0	4,984.2
<i>Dépenses (\$000)</i>												
Dépenses d'administration	85.7	12.7	78.7	43.2	33.5	26.4	63.5	112.9	30.8	129.7	61.3	765.1
Entretien des propriétés:												
(a) Salaires et matériaux	68.3	84.7	76.5	45.1	30.9	13.1	36.4	39.8	15.6	107.6	5.8	526.4
(b) Éclairage, chauffage, électricité et eau	.2	.7	3.4	.2	2.6	1.0	1.6	4.7	—	—	—	14.4
(c) Divers	2.0	2.5	4.7	.5	1.3	.2	.6	3.3	.8	1.1	.5	17.6
Coût d'opération des "Staff Houses" et Cafeterias	—	352.9	25.1	—	—	—	—	—	—	—	—	378.0
Service social	4.9	8.5	6.3	1.9	3.4	—	—	5.4	—	5.5	—	46.0
Écoles	—	—	—	—	6.4	—	5.1	—	—	—	—	11.7
Services municipaux	2.3	1.8	1.9	.4	.9	—	6.4	1.4	2.4	2.5	1.2	22.2
Pertes par le feu et service d'incendie	1.5	1.0	1.2	—	—	—	7.2	—	—	—	—	11.7
Réserve pour les loyers non-recouvrables	.7	.3	.8	—	—	—	.2	.3	—	.1	—	1.8
Taxes	22.1	46.0	42.4	45.9	15.0	11.2	64.2	42.0	1.0	62.3	33.2	391.6
Améliorations permanentes financées au moyen du revenu	29.6	—	3.1	—	78.2	—	.2	—	1.3	—	—	112.4
Total	217.3	585.1	224.1	137.5	171.2	52.8	189.5	210.0	57.4	309.6	102.1	2,298.9
Revenu net (\$000)	265.6	382.0	274.6	145.3	38.7	85.2	232.9	404.8	116.5	417.6	267.9	2,685.3
Nombre d'unités d'habitation	1,650	1,746	1,823	831	562	591	1,225	2,209	625	2,548	1,501	15,577

(1)—Comprend Dundas.
 (2)—Comprend Ingersoll.
 (3)—Comprend Ste-Thérèse, St-Paul l'Ermitte et Pointe aux Trembles.
 (4)—Comprend Chicoutimi, Jonquière et La Tuque.
 (5)—Comprend Fredricton.
 (6)—Comprend Brampton.
 (7)—Comprend Sea Island.
 (8)—Comprend Tilbury.
 (9)—Comprend Transcona.

TABLEAU No 15—REVENUS ET DEPENSES D'OPERATION DES PROJETS D'HABITATION,
PAR LOCALITE, 1947—Suite

	Brant- fort	Cal- gary	Ed- mon- ton	Fort- Wil- liam (1)	King- ston	Kitch- ener	Regina	St- Cath- rines (2)	Saska- toon (3)	Sher- brooke (4)	Sud- bury	Trois- Riviè- res	Total
<i>Revenus bruts (\$000)</i>													
Loyer des habitations.....	156.0	133.6	235.4	161.0	98.4	—	102.4	251.5	111.8	27.4	—	—	1,277.5
"Staff Houses" et Cafeterias.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total.....	156.0	133.6	235.4	161.0	98.4	—	102.4	251.5	111.8	27.4	—	—	1,277.5
<i>Depenses (\$000)</i>													
Depenses d'administration.....	26.8	22.2	37.2	30.6	16.9	—	17.9	44.6	17.6	5.3	—	—	219.1
Entretien des propriétés:													
(a) Salaires et matériaux.....	17.1	2.7	27.3	19.0	44.5	—	2.9	61.8	2.1	3.9	—	—	181.3
(b) Eclairage, chauffage, électricité et eau.....	8.2	.1	.2	.1	—	—	—	.3	—	—	—	—	8.9
(c) Divers.....	.1	.1	2.1	.3	1.1	—	.5	.5	.2	.1	—	—	5.0
Coût d'opération des "Staff Houses" et Cafeterias.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Service social.....	2.4	—	.1	2.5	1.1	—	—	—	.1	—	—	—	9.2
Ecoles.....	—	—	—	—	—	—	—	3.0	.1	—	—	—	.3
Services municipaux.....	.5	.4	.3	.6	1.7	—	.3	1.8	.3	.1	—	—	6.0
Pertes par le feu et service d'incendie.....	—	.1	—	.3	.1	—	—	1.3	—	—	—	—	1.8
Réserve pour les loyers non-recouvrables.....	—	—	—	.1	—	—	—	—	—	—	—	—	.1
Taxes.....	3.8	11.8	39.5	14.8	9.1	—	8.0	20.5	9.5	2.5	—	—	119.5
Améliorations permanentes financées au moyen du revenu.....	1.3	—	54.4	.1	—	—	—	—	—	—	—	—	55.8
Total.....	60.2	37.4	161.1	68.4	74.5	—	29.6	133.8	29.8	12.2	—	—	607.0
Revenu net (\$000).....	95.8	96.2	74.3	92.6	23.9	—	72.8	117.7	82.0	15.2	—	—	670.5
Nombre d'unités d'habitation.....	545	500	810	626	325	—	450	860	438	100	—	—	4,654

(1)—Comprend Port-Arthur. (2)—Comprend Merritton. (3)—Comprend Sutherland. (4)—Comprend Waterloo, P.Q.

TABLEAU No 15—REVENUS ET DÉPENSES D'OPÉRATION DES PROJETS D'HABITATION, PAR LOCALITÉ, 1947—Suite

Cités et villes de moins de 30,000 âmes	Amherst	Brandon	Brownburg	Cap-de-la-Madeleine ⁽¹⁾	Collingwood ⁽²⁾	Cornwall	Cumberland	De Salaberry ⁽³⁾	Port-François	Port-Francés	Gait ⁽⁴⁾
<i>Revenus bruts (\$000)</i>											
Loyer des habitations	43.8	20.6	20.2	35.5	60.7	39.1	5.7	97.8	.1	36.1	
"Staff Houses" et Cafeterias	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	43.8	20.6	20.2	35.5	60.7	39.1	5.7	97.8	.1	36.1	
<i>Dépenses (\$000)</i>											
Dépenses d'administration	7.8	5.2	2.9	5.7	10.4	6.6	1.2	19.8	—	—	6.3
Entretien des propriétés:											
(a) Salaires et matériaux	8.2	—	1.4	4.8	8.7	4.0	—	16.3	—	—	1.8
(b) Éclairage, chauffage, électricité et eau	3.6	—	—	.1	—	—	—	3.0	—	—	—
(c) Divers	.1	—	—	.1	.2	—	—	.1	—	—	—
Coût d'opération des "Staff Houses" et Cafeterias	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Service social	—	—	—	—	2.0	—	—	.1	—	—	—
Écoles	—	—	.8	1.0	—	—	—	1.6	—	—	—
Services municipaux	.4	.1	—	—	.2	.1	—	4.3	.1	—	.1
Pertes par le feu et service d'incendie	—	—	—	—	—	—	—	.6	—	—	—
Réserve pour les loyers non-recouvrables	—	—	—	—	—	—	—	.1	—	—	—
Taxes	3.9	1.8	2.5	2.1	5.2	3.2	.5	5.4	3.2	—	3.2
Améliorations permanentes financées au moyen du revenu	.8	—	—	—	.1	—	—	—	3.1	—	—
Total	24.8	7.1	7.6	13.9	26.8	14.0	1.7	51.3	67.4	—	11.4
Revenu net (\$000)	19.0	13.5	12.6	21.6	33.9	25.1	4.0	46.5	1.8	.1	24.7
Nombre d'unités d'habitation	150	100	56	110	200	127	35	325	242	15	133

(1)—Comprend Lac à la Tortue. (2)—Comprend Owen Sound. (3)—Comprend Beauharnois et Valleyfield. (4)—Comprend Preston.

TABLEAU No 15—REVENUS ET DEPENSES D'OPERATION DES PROJETS D'HABITATION,
PAR LOCALITE, 1947—Suite

	Gérald- ton	Guelph (1)	Kam- loops	Kelowna	Kim- berley	Kirkland Lake	Lea- mington (2)	Ieth- bridge	Lindsay	Medicine Hat
Cités et villes de moins de 30,000 âmes										
<i>Revenus bruts (\$000)</i>										
Loyer des habitations.....	28.9	15.3	36.3	30.4	19.2	19.9	21.6	24.8	14.3	.2
"Staff Houses" et Cafeterias.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total.....	28.9	15.3	36.3	30.4	19.2	19.9	21.6	24.8	14.3	.2
<i>Depenses (\$000)</i>										
Depenses d'administration.....	4.7	5.4	6.4	1.4	3.1	3.7	5.0	5.2	2.6	—
Entretien des propriétés:										
(a) Salaires et matériaux.....	1.0	.5	.1	2.1	—	.2	.4	—	1.1	—
(b) Eclairage, chauffage, électricité et eau.....	—	—	—	—	—	.1	—	—	—	—
(c) Divers.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coût d'opération des "Staff Houses" et Cafeterias.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Service social.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ecoles.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Services municipaux.....	—	.1	.1	.1	—	—	.1	.1	—	—
Pertes par le feu et service d'incendie.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Réserve pour les loyers non-recouvrables.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Taxes.....	—	3.2	3.1	2.5	—	—	1.5	2.2	1.3	—
Améliorations permanentes financées au moyen du revenu.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total.....	5.5	9.2	9.7	6.1	3.1	4.0	7.0	7.5	5.0	—
Revenu net (\$000).....	23.4	6.1	26.6	24.3	16.1	15.9	14.6	17.3	9.3	.2
Nombre d'unités d'habitation.....	100	100	140	119	125	100	110	100	60	17

(1)—Comprend Wheatley.

(2)—Comprend Elmira.

TABLEAU No 15—REVENUS ET DÉPENSES D'OPÉRATION DES PROJETS D'HABITATION,
PAR LOCALITÉ, 1947—Suite

Cités et villes de moins de 30,000 âmes	Melville	Moncton	Moose Jaw	Nelson	New Glasgow	Niagara Falls	North Battle- ford	North Bay	Oakville (1)	Orillia (2)
<i>Revenus bruts (\$000)</i>										
Loyer des habitations "Staff Houses" et Cafeterias	.1	115.8	84.6	9.0	41.5	103.8	11.6	24.6	24.4	48.8
Total	.1	115.8	84.6	9.0	41.5	103.8	11.6	24.6	24.4	48.8
<i>Dépenses (\$000)</i>										
Dépenses d'administration	—	24.2	14.4	1.5	7.1	18.2	1.8	3.4	3.6	9.1
Entretien des propriétés:										
(a) Salaires et matériaux	—	8.5	7.9	—	5.5	13.0	.1	.6	.2	6.9
(b) Éclairage, chauffage, électricité et eau	—	.4	.1	—	.3	.2	—	—	—	—
(c) Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coût d'opération des "Staff Houses" et Cafeterias	—	2.6	—	—	1.4	1.5	—	—	—	.1
Service social	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Écoles	—	1.8	.2	—	.4	.3	—	—	.1	.2
Services municipaux	—	.2	.1	—	—	.1	—	—	—	—
Pertes par le feu et service d'incendie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Réserve pour les loyers non-recouvrables	—	6.9	7.3	—	3.6	8.9	1.0	—	1.7	2.5
Taxes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Améliorations permanentes financées au moyen du revenu	—	—	.4	—	1.7	—	—	—	—	—
Total	—	44.6	30.4	1.5	20.0	42.1	2.9	4.0	5.6	18.8
Revenu net (\$000)	.1	71.2	54.2	7.5	21.5	61.7	8.7	20.6	18.8	30.0
Nombre d'unités d'habitation	11	500	300	50	136	362	50	75	98	176

(1)—Comprend Georgetown. (2)—Comprend Midland et Penetanguishene.

TABLIÉAU N° 15—REVENUS ET DEPENSES D'OPÉRATION DES PROJETS D'HABITATION, PAR LOCALITÉ, 1947—Suite

Cités et villes de moins de 30,000 âmes	Oshawa (1)	Parry Sound (2)	Penticton	Peterborough	Pictou	Portage la Prairie	Port Albert	Port Hope (3)	Prince Albert	Prince Rupert
<i>Revenus bruts (\$000)</i>										
Loyer des habitations	220.6	45.3	29.4	184.6	102.9	23.7	4.8	21.0	27.5	121.7
"Staff Houses" et Cafeterias	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	220.6	45.3	29.4	184.6	102.9	23.7	4.8	21.0	27.5	121.7
<i>Depenses (\$000)</i>										
Depenses d'administration	37.7	8.3	5.2	33.1	20.8	4.1	1.0	3.6	4.6	27.0
Entretien des propriétés:										
(a) Salaires et matériaux	28.4	20.6	2.1	33.0	21.4	.2	—	1.8	.2	20.7
(b) Eclairage, chauffage, électricité et eau	1.6	.1	—	.4	—	—	—	—	—	.1
(c) Divers	1.7	.1	—	—	.6	—	—	—	—	.4
Coût d'opération des "Staff Houses" et Cafeterias	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Service social	2.6	.7	—	2.2	2.4	—	—	—	—	—
Ecoles	31.4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Services municipaux	4.1	1.6	.1	.5	.9	.1	—	.1	.1	.5
Pertes par le feu et service d'incendie	4.5	.1	—	.3	—	—	—	—	—	—
Réserve pour les loyers non-recouvrables	.1	—	—	.1	—	—	—	—	—	—
Taxes	13.9	2.3	2.5	12.7	10.4	2.2	—	1.9	2.4	12.1
Améliorations permanentes financées au moyen du revenu	—	—	—	.1	4.2	—	—	—	—	3.1
Total	126.0	33.8	9.9	82.2	60.7	6.6	1.0	7.4	7.3	63.9
Revenu net (\$000)	94.6	11.5	19.5	102.4	42.2	17.1	3.8	13.6	20.2	57.8
Nombre d'unités d'habitation	725	156	100	576	400	100	50	80	100	524 (4)

(1)—Comprend Ajax et Pickering. (2)—Comprend Nobel. (3)—Comprend Cobourg. (4)—Comprend 2 unités à Prince George.

TABEAU No 15—REVENUS ET DÉPENSES D'OPÉRATION DES PROJETS D'HABITATION, PAR LOCALITÉ, 1947—*Suite*

Cités et villes de moins de 30,000 âmes	Renfrew	Revelstoke	Rock Island	Rossland	Sarnia (1)	Sault Ste-Marie	Smiths Falls (2)	Sorel	Stratford (4)	Timmins
<i>Revenus bruts (\$000)</i>										
Loyer des habitations.....	38.2	.2	15.3	17.2	162.5	88.0	34.9	74.0	60.5	37.6
"Staff Houses" et Cafeterias.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total.....	38.2	.2	15.3	17.2	162.5	88.0	34.9	74.0	60.5	37.6
<i>Dépenses (\$000)</i>										
Dépenses d'administration.....	6.5	—	2.6	2.7	26.0	15.6	5.6	18.4	9.8	5.0
Entretien des propriétés:										
(a) Salaires et matériaux.....	2.3	—	1.1	—	18.8	18.8	.9	6.2	.6	1.3
(b) Éclairage, chauffage, électricité et eau.....	—	—	.1	—	.1	—	—	—	.1	—
(c) Divers.....	—	—	.1	—	.4	.4	—	.2	—	—
Coût d'opération des "Staff Houses" et Cafeterias.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Service social.....	—	—	—	—	.1	.1	—	.2	—	—
Écoles.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Services municipaux.....	.1	—	—	—	.1	.3	.1	.6	.1	.1
Pertes par le feu et service d'incendie.....	—	—	—	—	.1	—	—	—	—	—
Réserve pour les loyers non-recouvrables.....	—	—	—	—	—	—	—	.2	—	—
Taxes.....	3.3	—	1.3	—	26.5	7.7	2.9	12.0	3.9	2.6
Améliorations permanentes financées au moyen du revenu.....	—	—	—	—	.3	—	—	25.9	—	—
Total.....	12.2	—	5.2	2.7	72.4	42.9	9.5	63.7	14.5	9.0
Revenu net (\$000).....	26.0	.2	10.1	14.5	90.1	45.1	25.4	10.3	46.0	28.6
Nombre d'unités d'habitation.....	125	17	50	125	500	300	175	350	211	100

(1)—Comprend Wallaceburg. (2)—Comprend Carleton Place. (3)—Comprend Goderich, Listowel, Palmerston, St-Mary's et Exeter

TABLEAU No 15—REVENUS ET DEPENSES D'OPERATION DES PROJETS D'HABITATION,
PAR LOCALITE, 1947—Suite

Cités et villes de moins de 30,000 âmes	Welland	Weyburn	Woodstock	Yorkton	Total	CANADA
<i>Revenus bruts (\$000)</i>						
Loyer des habitations.....	220.5	5.8	10.7	18.2	2,669.0	8,452.3
"Staff Houses" et Cafeterias.....	—	—	—	—	—	478.4
Total.....	220.5	5.8	10.7	18.2	2,669.0	8,930.7
<i>Dépenses (\$000)</i>						
Dépenses d'administration.....	39.3	1.0	1.8	3.0	482.0	1,466.2
Entretien des propriétés:						
(a) Salaires et matériaux.....	38.1	—	1.7	—	359.6	1,067.3
(b) Eclairage, chauffage, électricité et eau.....	—	—	—	—	8.9	32.2
(c) Divers.....	.3	—	—	—	6.3	28.9
Coût d'opération des "Staff Houses" et Cafeterias.....	—	—	—	—	—	378.0
Service social.....	2.2	—	—	—	18.3	73.5
Écoles.....	—	—	—	—	34.8	46.8
Services municipaux.....	.7	—	—	.1	19.0	47.2
Pertes par le feu et service d'incendie.....	—	—	—	—	6.1	19.6
Réserve pour les loyers non-recouvrables.....	—	—	—	—	.3	2.2
Impôts.....	19.2	.5	.9	1.7	219.4	730.5
Améliorations permanentes financées au moyen du revenu.....	—	—	.1	—	39.8	208.0
Total.....	99.8	1.5	4.5	4.8	1,194.5	4,100.4
Revenu net (\$000).....	120.7	4.3	6.2	13.4	1,474.5	4,830.3
Nombre d'unités d'habitation.....	757	25	35	75	9,878.	30,109.

TABLEAU No 16—CONSTRUCTION PARACHEVÉE ET DÉPENSES RÉELLES DU 1^{ER} AVRIL
1941 AU 31 DÉCEMBRE 1947

Année	Construction parachevée			Dépenses réelles			
	Projets	Unités d'habitation (Nombre)	Édifices supplémentaires (Nombre)	Habitation (\$000)	Édifices supplémentaires (\$000)	Développement, terrains et autre aménagement (\$000)	Total (\$000)
1941 (1 ^{er} avril—déc. 31).....	13	1,666	4	7,863	463	2,364	10,690
1942.....	29	7,635	74	21,721	2,794	5,914	30,429
1943.....	20	6,326	113	16,938	7,712	5,497	30,147
1944.....	3	1,591	51	4,858	2,585	1,927	9,370
1945.....	23	1,556	5	9,561	225	969	10,755
1946.....	63	6,997	9	34,314	47	2,179	36,540
1947 (1) ¹	88	5,421	9	26,701	21	1,893	28,615
Total.....	239	31,192	265	121,956	13,847	20,743	156,546

(1) Les dépenses en 1947, comprennent \$808,000, affectés à l'habitation et au développement de terrains, et recouvrables des municipalités et autres ministères du gouvernement.

PARTIE III

AUTRES ACTIVITES DANS LE DOMAINE
DE L'HABITATION

TABLEAU No 17- ACTIVITÉS EN VERTU DES RÈGLEMENTS SUR LES LOGEMENTS
D'URGENCE, 1947

Province	Projets municipaux			Projets universitaires			Tous les projets			Otrois pour aide financière		
	Nombre de projets	Unités parachevées	Unités en voie de construction le 31 décembre 1947	Nombre de projets	Unités parachevées	Unités en voie de construction le 31 décembre 1947	Nombre de projets	Unités parachevées	Unités en voie de construction le 31 décembre 1947	Projets municipaux (\$000)	Projets universitaires (\$000)	Total (\$000)
Ile du Prince-Édouard.....	4	326	—	1	40	—	5	366	—	75	15	90
Nouvelle-Écosse.....	1	72	—	1	33	—	2	105	—	8	25	33
Nouveau-Brunswick.....												
Québec.....	5	383	30	1	71	—	6	454	30	275	39	314
Ontario.....	17	1,399	309	2	7	—	19	1,406	309	954	—	954
Manitoba.....	1	169	—	1	30	—	2	199	—	240	30	270
Saskatchewan.....	12	292	13	1	51	8	13	343	21	31	6	37
Alberta.....	2	77	—	1	118	—	3	195	—	1	—	1
Colombie-Britannique.....	9	382	171	4	301	—	13	683	171	110	235	345
CANADA (*).....	51	3,100	540	12	651	8	63	3,751	548	1,694	350	2,044

(*) Le 31 décembre 1946, 5,319 unités étaient parachevées représentant des engagements au montant de \$2,052,162. Les unités parachevées totales le 31 décembre 1947, se chiffraient par 9,070, représentant des engagements au montant de \$4,096,530.

TABLEAU No 18—DEMANDES APPROUVÉES POUR UNE DÉPRÉCIATION DOUBLE DES PROJETS D'HABITATION A LOYER, 1947

Province	Nombre de projets	Nombre d'unités d'habitation	Coûts estimatifs				Total (\$000)
			Terrain (\$000)	Construction (\$000)	Équipement et autre (\$000)		
Ile du Prince-Édouard.....	—	—	—	—	—	—	
Nouvelle-Écosse.....	—	—	—	—	—	—	
Nouveau-Brunswick.....	—	—	—	—	—	—	
Québec.....	19	222	48	1,206	12	1,266	
Ontario.....	3	126	20	868	267	1,155	
Manitoba.....	1	5	2	30	—	32	
Saskatchewan.....	—	—	—	—	—	—	
Alberta.....	—	—	—	—	—	—	
Colombie-Britannique.....	5	17	7	84	—	91	
CANADA.....	28	370	77	2,188	279	2,544	

APPENDICE

LOI GARANTISSANT LES PRETS POUR AMELIORATION
DE MAISONS, 1937

Aucun prêt ne fut accordé sous le régime de cette Loi, en 1947. L'engagement du gouvernement fédéral en ce qui concerne la garantie accordée, prit fin le 30 octobre 1940, après avoir atteint en substance, la limite de \$50,000,000 établie en vertu de l'article 5.